



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2015



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Economie, des Finances
et de la Planification du Développement

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2015

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES.....	8
AVANT PROPOS.....	9
RESUME.....	10
INTRODUCTION.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
I.1- Balance commerciale des biens.....	15
I.1.1- Exportations de biens.....	16
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	16
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	17
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	36
I.1.2- Importations de biens.....	40
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	40
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	41
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	47
I.2- Balance des services.....	51
I.2.1- Exportations de services.....	54
I.2.2- Importations de services.....	54
I.3- Compte de revenu primaire.....	55
I.4- Compte de revenu secondaire.....	56
II- COMPTE DE CAPITAL.....	58
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	58
II.2- Transferts de capital.....	58
III- COMPTE FINANCIER.....	60
III.1- Investissements directs.....	60
III.2- Investissements de portefeuille.....	60
III.3- Dérivés financiers.....	61
III.4- Autres investissements.....	61
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES.....	63
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	63
IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	64

IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	65
IV.4- Avoirs de réserve.....	66
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	67
V.1- Évolution de la position extérieure globale nette.....	67
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	68
CONCLUSION.....	70
APPENDICE.....	71
LISTE DES ANNEXES.....	72

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
DTS	Droit de Tirage Spécial
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PPP	Partenariat Public-Privé
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements	18
Encadré 2 : Les filières café et cacao au Togo	24
Encadré 3 : La filière des phosphates au Togo	30
Encadré 4 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA.....	53

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes	15
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens	16
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens	16
Tableau 4 : Evolution du service de la dette et des exportations de biens	17
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises générales	18
Tableau 6 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général	21
Tableau 7 : Evolution des exportations de produits agricoles	21
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté	23
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté	24
Tableau 10: Evolution des quantités et valeurs de coton exporté	27
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles	28
Tableau 12 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale	28
Tableau 13 : Evolution des exportations de produits miniers	29
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté	29
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté	32
Tableau 16 : Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés	32
Tableau 17 : Evolution des réexportations de produits pétroliers	33
Tableau 18 : Evolution des exportations de produits industriels	33
Tableau 19 : Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté	34
Tableau 20 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté	36
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique	37
Tableau 22 : Proportion des exportations en Afrique	39
Tableau 23 : Evolution des importations de biens	40
Tableau 24 : Evolution des marchandises générales importées	41
Tableau 25 : Evolution des importations de biens en commerce spécial	42
Tableau 26 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits	42
Tableau 27 : Evolution des importations des biens de consommation	42

Tableau 28 : Evolution des importations du groupe "Alimentation–Boissons-Tabacs".....	44
Tableau 29 : Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation"	44
Tableau 30 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants	45
Tableau 31 : Evolution des importations des matières premières	46
Tableau 32 : Evolution des importations des biens d'équipement	46
Tableau 33 : Répartition des importations par zone géographique	47
Tableau 34 : Proportion des importations en provenance d'Afrique	50
Tableau 35 : Evolution de la balance des services	51
Tableau 36 : Evolution du solde des transports	52
Tableau 37 : Evolution du solde des voyages	53
Tableau 38 : Evolution du solde des autres services	54
Tableau 39 : Evolution des exportations de services	54
Tableau 40 : Evolution des importations de services	55
Tableau 41 : Evolution des revenus primaires.....	55
Tableau 42 : Evolution des revenus des investissements	56
Tableau 43 : Evolution des revenus secondaires.....	57
Tableau 44 : Evolution du compte de capital	59
Tableau 45 : Evolution du solde du compte financier	60
Tableau 46 : Evolution des autres investissements	62
Tableau 47 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale	64
Tableau 48 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts	65
Tableau 49 : Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	65
Tableau 50 : Avoirs de réserve	66
Tableau 51 : Position extérieure globale	68
Tableau 52 : Position extérieure globale par zone géographique	69
Tableau 53 : Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements	71

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1- : Evolution des cours du café, du cacao et du coton	12
Graphique 2- : Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes .	14
Graphique 3- : Evolution des exportations de produits agricoles	22
Graphique 4- : Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur	23
Graphique 5- : Evolution des exportations de café en volume et en valeur.....	24
Graphique 6- : Evolution des exportations de coton fibre en volume et en valeur	27
Graphique 7- : Evolution des exportations de phosphate en volume et en valeur	29
Graphique 8- : Evolution des exportations de clinker en volume et en valeur	32
Graphique 9- : Evolution des exportations de ciment en volume et en valeur	34
Graphique 10- Répartition des exportations par zone géographique	37
Graphique 11- Evolution des exportations en commerce spécial (volume et valeur)	41
Graphique 12- : Répartition des importations par zone géographique	48
Graphique 13- : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale	63
Graphique 14- : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts	64

AVANT PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2015. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG, quant à elle, donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG, en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2015, comme ceux de 2011 à 2014, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP5).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

En outre, la monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire. De plus, le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

RESUME

L'économie mondiale a évolué en 2015 dans un environnement économique et financier caractérisé par une décélération, avec un taux de croissance économique à 3,1%. Au plan national, la situation économique a été marquée par la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base, notamment routières ainsi que des travaux de construction d'une nouvelle aérogare à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé, d'un port de transbordement et d'une darse au Port Autonome de Lomé. La campagne agricole a été relativement satisfaisante, soutenue par la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2015, un excédent de 114.995 millions, contre un déficit de 76.490 millions en 2014. Cette évolution résulte d'un endettement net de 235.317 millions du compte financier, d'une hausse de 1.856 millions de l'excédent du compte de capital, atténuée par la dégradation de 46.190 millions du déficit courant. Le déficit courant hors dons publics rapporté au PIB se situe à 13,1% contre 12,1% en 2014, en liaison notamment avec la hausse du déficit de la balance commerciale.

Le déficit du solde des transactions courantes s'est aggravé de 46.190 millions, en passant de 226.373 millions en 2014 à 272.563 millions en 2015, du fait de la dégradation de 39,3% de la balance commerciale.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 159.393 millions, contre 157.538 millions en 2014, soit une hausse de 1,2%, en liaison essentiellement avec la progression des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements.

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2015 par un besoin de financement de 113.171 millions, couvert par les opérations financières.

En effet, le compte financier a enregistré en 2015 des entrées nettes de capitaux à hauteur de 225.472 millions, contre des sorties nettes de 9.845 millions en 2014, en ligne avec l'évolution des investissements directs et de portefeuille.

Les transactions extérieures se sont soldées, en 2015, par une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 114.995 millions, en relation avec l'augmentation de 119.330 millions des AEN de la Banque Centrale, atténuée par le repli de 4.335 millions de ceux des banques de dépôts.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un repli de 80.207 millions avec un solde net de 309.232 millions, contre 389.439 millions un an plus tôt, en raison principalement de la progression des engagements au titre des autres investissements, en particulier les prêts et les crédits commerciaux.

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2015¹ a été caractérisé par la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières de base, qui ont induit un rythme de progression de l'activité économique mondiale moins soutenu que prévu. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en avril 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2015, contre 3,4% en 2014.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est légèrement accélérée, soutenue par les politiques monétaires accommodantes des banques centrales, l'amélioration des conditions financières et la baisse des prix du pétrole. Selon le FMI, le taux de croissance est estimé à 1,9% en 2015, contre 1,8% en 2014.

Aux Etats-Unis, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 2,4% en 2015, tout comme en 2014, en liaison avec le dynamisme de la demande intérieure privée.

Au Japon, après s'être contractée de 0,1% en 2014, la croissance de l'économie est redevenue positive en 2015, ressortant à 0,5%, sous l'effet des politiques d'assouplissement monétaire et budgétaire ainsi que de la reprise des investissements qui ont permis de relancer les activités des entreprises et la demande intérieure.

Dans **la Zone euro**, le rythme d'évolution de l'activité économique est resté dynamique, passant de 0,9% en 2014 à 1,6% en 2015, en liaison avec la vigueur de la demande intérieure et extérieure, consécutive à la baisse des prix du pétrole, au redressement de l'investissement privé, au maintien d'une politique monétaire accommodante par la Banque Centrale Européenne (BCE) ainsi qu'à la dépréciation de l'euro.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique s'est affaiblie en 2015. Elle a été affectée par le ralentissement de l'économie chinoise, la volatilité des marchés financiers, la persistance des tensions géopolitiques et l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières pour les pays exportateurs. Selon les estimations du FMI, le produit intérieur brut des économies émergentes et en développement a augmenté de 4,0% en 2015, contre 4,6% l'année précédente. L'économie chinoise a ralenti, évoluant à un rythme de 6,9% sur l'année, après 7,3% un an plus tôt, sous l'effet de l'atonie de la demande interne et internationale, des turbulences des marchés boursiers et de la stagnation persistante du secteur immobilier. Le Brésil et la Russie ont, quant à eux, connu une contraction du rythme d'expansion de leur économie, du fait notamment de la chute des cours des matières premières de base, des tensions sociales et géopolitiques. En 2015, l'activité économique s'est repliée au Brésil et en Russie de 3,8% et 3,7% respectivement, après avoir progressé de 0,1% et 0,6% en 2014.

La croissance en **Afrique subsaharienne** a décéléré pour s'établir à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria. La croissance de l'économie sud africaine est ressortie à 1,3% en 2015, contre 1,5% en 2014, du fait de la morosité du secteur minier, la faiblesse des infrastructures, notamment dans la fourniture d'électricité, et la situation politique et sociale tendue du pays. Au Nigeria, la croissance du produit intérieur brut a ralenti à 2,7% en 2015, après 6,3% un an plus tôt, en relation avec les difficultés du secteur pétrolier, ébranlé par l'effondrement des cours du pétrole sur le marché international.

L'activité économique au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** l'activité économique est demeurée résiliente, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale, consécutive à la persistance du ralentissement dans les grands pays émergents, notamment en Chine, au Brésil et en Russie. Au plan intérieur, elle a bénéficié d'un climat sociopolitique en amélioration.

¹ Rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2015

Dans ce contexte, le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 7,0% en 2015, après une progression de 6,5% en 2014. La croissance économique a été soutenue principalement par l'augmentation de la production manufacturière et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP). Elle a également été impulsée par la hausse de la production agricole ainsi que l'essor des services, en liaison avec la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans les télécommunications et le domaine bancaire.

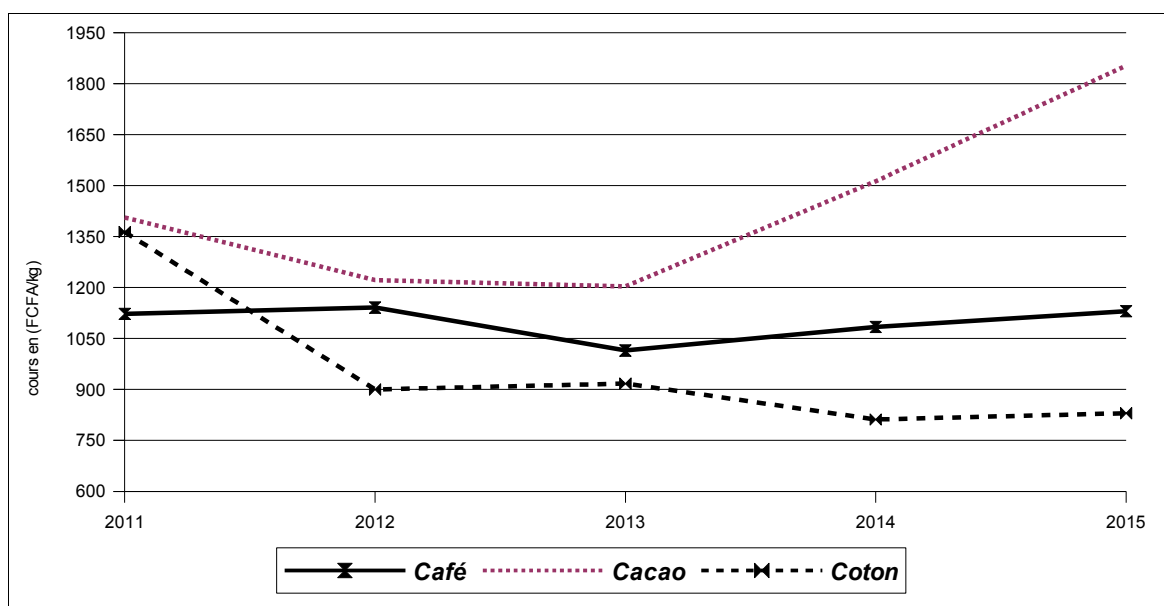
Concernant la production agricole, eu égard à la bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie dans la région, excepté le nord du Bénin et du Togo, le retard du démarrage de la campagne 2015/2016 n'a quasiment pas affecté le niveau des récoltes. Les dernières estimations des services officiels disponibles sur les récoltes laissent transparaître des résultats globalement satisfaisants au niveau régional.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison d'une demande mondiale atone en relation avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents, en particulier la Chine, et de l'appréciation du dollar ;

De façon spécifique, le repli des prix des produits énergétiques, singulièrement ceux du pétrole qui ont fléchi de 47%, est lié principalement à l'excès de l'offre de pétrole brut sur le marché international, du fait notamment de l'afflux du pétrole de schiste en provenance des Etats-Unis, dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et de l'abandon du système de quotas régulateur de production par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

Les évolutions des cours du café, du cacao et du coton sont représentées dans le graphique ci-après.

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton



Source : BCEAO

La production de café a enregistré une augmentation de 16,6%, en liaison notamment avec la poursuite des actions gouvernementales en faveur de la filière et d'une pluviométrie satisfaisante.

La production de cacao est estimée à 1.769.429 tonnes, en hausse de 4,9% par rapport à la campagne 2014/2015. Cette consolidation serait essentiellement en liaison avec les retombées positives des actions de dynamisation de la filière, entreprises par les Autorités ivoiriennes depuis bientôt cinq (5) ans.

La production de coton graine de l'Union est ressortie à 2.062.093 tonnes, en baisse de 6,2% par rapport à la campagne 2014/2015, du fait d'une pluviométrie défavorable dans les zones de culture.

Au **plan national**, l'évolution de la situation économique a été marquée par :

- la poursuite de l'exécution du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture (PADAT), du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) et du Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) ;
- la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des routes ;
- la mise en exploitation des investissements réalisés, notamment du 3^{ème} quai, d'un port de transbordement et d'une darse au Port Autonome de Lomé (PAL) ;
- la mise en place du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) ;
- les réformes structurelles, notamment la promotion des investissements privés et l'amélioration du climat des affaires ;
- l'opérationnalisation de l'Office Togolais des Recettes (OTR).

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs se présente comme suit :

- accroissement de 5,3% du PIB, en terme réel, qui s'établit à 1.452.968 millions, contre 1.380.445 millions en 2014. En terme nominal, le PIB passerait de 2.216.403 millions en 2014 à 2.417.626 millions en 2015, soit une progression de 9,1% ;
- accroissement de 1,8% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2015, contre 0,2% en 2014 ;
- hausse de 10,4% des recettes de l'Etat qui s'élèvent à 570.136 millions en 2015 (23,6% du PIB), contre 516.262 millions en 2014 (23,3% du PIB) ;
- augmentation de 23,6% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 786.771 millions en 2015 (32,5% du PIB), contre 636.727 millions une année plus tôt (28,7% du PIB) ;
- progression de 20,3% de la masse monétaire qui se chiffre à 1.320.408 millions en 2015, contre 1.097.480 millions une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 125.695 millions des dépôts en banque. Les crédits à l'économie augmentent de 16,2% en s'établissant à 886.056 millions en 2015 (36,6% du PIB), contre 762.578 millions en 2014 (34,4% du PIB), à la faveur des concours aux opérateurs économiques des secteurs des bâtiments et travaux publics, du commerce de gros et de détail, des restaurants et hôtels, des industries manufacturières, ainsi que des services fournis à la collectivité. La Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée de 11,8%, passant de 124.383 millions 2014 à 109.671 millions en 2015.

Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration de 191.485 millions du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à +114.995 millions en 2015, contre -76.490 millions en 2014. Cette évolution résulte d'un endettement net de 235.317 millions du compte financier, d'une hausse de 1.856 millions de l'excédent du compte de capital, atténuée par la dégradation de 46.190 millions du déficit courant. En 2015, le déficit des transactions courantes, hors dons publics, rapporté au PIB se situe à 13,1%, contre 12,1% en 2014, en liaison notamment avec la hausse du déficit commercial.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Sur la période allant de 2011 à 2015, le solde du compte des transactions courantes du Togo, couvrant les biens, les services ainsi que les revenus primaires et secondaires, est structurellement déficitaire. Le déficit est ressorti en moyenne à 10,2% du PIB sur la période. Ce solde est porté principalement par la balance commerciale.

En effet, de 2011 à 2015, les importations ont progressé en moyenne annuelle de 12,5%. Cette augmentation peut être expliquée principalement par les acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement, en relation, entre autres, avec :

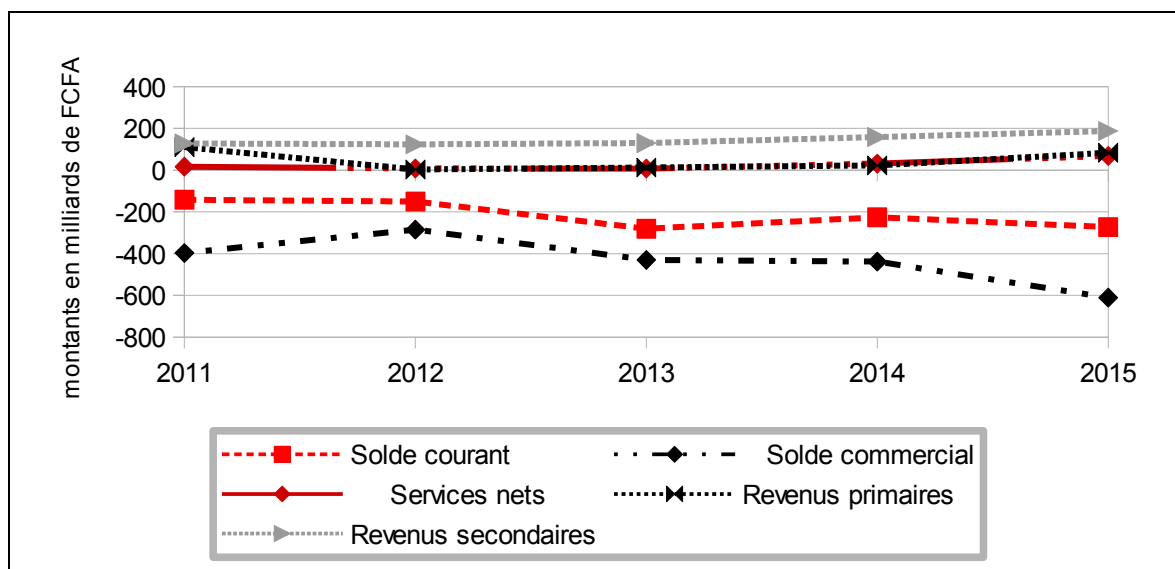
- l'exécution des travaux d'infrastructures routières et de modernisation des équipements portuaires et aéroportuaires ;
- la réalisation des investissements dans le secteur agricole, dans le cadre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

Quant aux exportations de biens, elles ont été marquées par une faiblesse structurelle des quantités échangées, liée notamment aux difficultés d'accès aux marchés étrangers et à l'absence de diversification des produits, ainsi qu'aux conditions de production, en particulier le retard dans le renouvellement des outils de production. Les exportations se sont accrues de 3,5% en moyenne par an, sur la période 2011-2015.

En 2015, les transactions courantes du Togo se sont soldées par un déficit de 272.563 millions, en aggravation de 46.190 millions par rapport au déficit de 226.373 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte d'une augmentation du déficit de la balance des biens, atténuée par une amélioration des soldes des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

Graphique 2 - Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes



Source : BCEAO

Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Biens et Services	-380 225	-276 858	-422 815	-407 328	-542 977	33,3%
Biens	-396 841	-284 859	-430 047	-438 394	-610 801	39,3%
Services	16 617	8 000	7 232	31 067	67 824	118,3%
Revenus primaires	110 202	3 051	12 474	22 791	83 149	264,8%
Revenus secondaires	127 657	123 643	129 600	158 163	187 264	18,4%
Balance courante	-142 366	-150 164	-280 741	-226 373	-272 563	20,4%
Balance courante hors dons publics	-183 454	-192 805	-323 276	-268 240	-317 203	18,3%
PIB Nominal	1 772 584	1 974 013	2 016 142	2 216 403	2 417 626	9,1%
Solde courant rapporté au PIB	-8,0%	-7,6%	-13,9%	-10,2%	-11,3%	-1,1 (*)
Solde courant hors dons publics rapporté au PIB	-10,3%	-9,8%	-16,0%	-12,1%	-13,10%	-1,0 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de novembre 2016)

Le déficit courant a représenté 11,3% du PIB en 2015, en aggravation de 1,1 point de pourcentage par rapport aux 10,2% en 2014. Hors dons officiels, il s'est chiffré à 13,1% du PIB, contre 12,1% en 2014 sous l'effet conjugué :

- du repli des exportations (-8,8%) ;
- de la hausse des importations (+10,5%) ;
- la hausse du solde excédentaire des services (+118,3%) ;
- l'augmentation du solde excédentaire des revenus primaires (+264,8%) ;
- la progression du solde excédentaire des revenus secondaires (+18,4%).

I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est structurellement déficitaire.

En 2015, le déficit s'est établi à 610.801 millions, en aggravation de 39,3% par rapport aux 438.394 millions de l'année 2014. Cette évolution résulte d'un repli de 8,8% des exportations, accentué par la progression de 10,5% des importations.

Le taux de couverture des importations par les exportations, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations s'est dégradé de 59,9% en 2014 à 49,5% en 2015.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau des échanges d'une économie avec le reste du monde, se situe à 37,4% en 2015, contre 39,5% en 2014. Le degré d'ouverture commerciale du Togo sur l'extérieur s'est détérioré de 2,1 points de pourcentage par rapport à 2014, en raison d'un accroissement du PIB, en termes nominaux, plus fort que l'évolution des transactions du Togo avec l'extérieur (exportations et importations). En effet, au cours de la période sous revue, le PIB nominal a progressé de 9,1% alors que les exportations et importations ont globalement enregistré une hausse de 3,2%.

Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Exportations (X)	556 240	660 289	751 919	655 465	597 686	-8,8%
Importations (M)	953 081	945 148	1 181 966	1 093 860	1 208 487	10,5%
Balance des biens	-396 841	-284 859	-430 047	-438 394	-610 801	39,3%
PIB Nominal (PIB)	1 772 584	1 974 013	2 016 142	2 216 403	2 417 626	9,1%
Taux de couverture (X)/(M)	58,4%	69,9%	63,6%	59,9%	49,5%	-10,5 (*)
Degré d'ouverture commerciale [(X+M)/2]/PIB	42,6%	40,7%	48,0%	39,5%	37,4%	-2,1 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de novembre 2016)

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2015 se sont élevées à 597.686 millions, en baisse de 8,8% par rapport aux 655.465 millions enregistrés en 2014.

Ces exportations se composent de marchandises générales² pour 581.993 millions et de ventes d'or non monétaire pour 15.694 millions.

Au cours de l'année sous revue, il n'y a pas eu d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international.

Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	540 388	641 602	729 300	634 753	581 993	-8,3%
Commerce général (a)	376 596	517 117	564 928	335 396	453 222	35,1%
Ajustements (b)	163 792	124 485	164 371	299 358	128 771	-57,0%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	154	647	1 136	0	0	-
Or non monétaire (3)	15 698	18 040	21 484	20 712	15 694	-24,2%
TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)	556 240	660 289	751 919	655 465	597 686	-8,8%
PIB Nominal (PIB)	1 772 584	1 974 013	2 016 142	2 216 403	2 417 626	9,1%
Exportations de biens / PIB	31,4%	33,7%	37,3%	29,6%	24,7%	-4,9(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de novembre 2016)

Le service de la dette extérieure rapporté aux exportations est ressorti à 6,1% en 2015, en hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2014. Le niveau de ce ratio, qui permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement du service de la dette extérieure face à un choc sur les recettes d'exportation, est largement en dessous du seuil plafond de vulnérabilité fixé à 20%, pour les pays à qualité des politiques et institutions moyenne.

² Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

Tableau 4- Evolution du service de la dette et des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Service de la dette extérieure	10 642	16 802	24 809	30 199	36 616	21,2%
Exportations de biens	556 240	660 289	751 919	655 465	597 686	-8,8%
Service de la dette extérieure/Exportations de biens (en %)	1,9	2,5	3,3	4,6	6,1	1,5 ^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Source : Direction de la Dette Publique/BCEAO

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées se sont chiffrées en 2015 à 581.993 millions, en régression de 8,3% par rapport aux 634.753 millions de 2014.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général³ produites, sur la base des statistiques douanières, par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 453.222 millions, en hausse de 35,1% par rapport aux 335.396 millions de 2014. Les ajustements se sont chiffrés à 128.771 millions en 2015, en diminution de 57,0% par rapport aux 299.358 millions de 2014. Ces ajustements ont concernés, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation, ainsi que l'estimation du commerce non contrôlé et la prise en compte de l'exportation de l'électricité.

D'une année à l'autre, les ajustements ont fléchi de 170.587 millions, en liaison avec le repli de :

- 3.588 millions des ajustements de valeur, en particulier pour le cacao (-5.323 millions) et le café (-4.166 millions) ;
- 71.311 millions des ajustements chronologiques, dont le phosphate (-46.485 millions), le clinker (-9.430 millions), le ciment (-8.028 millions), le cacao (-5.347 millions), le fer (-1.539 millions) et le café (-407 millions) ;
- 95.688 millions des ajustements de couverture des échanges extérieurs, dont avec le Burkina (-44.493 millions), le Bénin (-20.553 millions), le Niger (-16.227 millions) et le Sénégal (-10.560 millions).

D'une façon générale, la baisse des ajustements des exportations en 2015 fait notamment suite à la prise en compte, par l'INSEED, des données extra-douanières (informations obtenues des entreprises) dans les statistiques du commerce extérieur, au cours de l'année sous revue.

³ **Le commerce général**, à l'opposé du commerce spécial qui ne prend en compte que les produits mis en consommation suite à une importation et les sorties du territoire douanier, englobe toutes les marchandises enregistrées en port franc (y compris les mouvements en entrées et sorties du territoire douanier).

Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Commerce général	376 596	517 117	564 928	335 396	453 222	35,1%
Ajustements	163 792	124 485	164 371	299 358	128 771	-57,0%
<i>Ajustements de valeur</i>	436	-36 803	27 551	11 832	8 244	-30,3%
<i>Ajustements de chronologie</i>	68 662	77 000	16 889	86 161	14 850	-82,8%
<i>Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)</i>	94 694	84 287	119 931	201 365	105 677	-47,5%
Marchandises générales	540 388	641 602	729 300	634 753	581 993	-8,3%

Sources : BCEAO et INSEED

La méthode d'estimation des ajustements est présentée dans l'encadré 1 ci-après.

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de chronologie et de champ couvert sont opérés sur les statistiques du commerce extérieur, recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), pour le passage aux données enregistrées en balance des paiements.

1. Ajustements de valeurs

Pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix obtenu des statistiques du commerce extérieur, appliqué aux quantités retracées dans le commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs issues des statistiques du commerce extérieur.

Pour l'année 2015, les ajustements de valeurs ont porté sur 8.244 millions, contre 11.832 millions une année plus tôt. Le détail de ces ajustements est retracé dans le tableau ci-après.

Tableau i : Ajustements de valeurs

Produits	PRIX MOYEN A LA TONNE (en FCFA)			Tonnage du commerce extérieur (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	1 097 339	1 063 644	33 694	10 849	365 555 045
Cacao	1 496 827	1 496 827	0	9 721	-
Coton fibre	789 051	789 051	0	47 390	-
Ciments	66 204	67 401	-1 197	116 611	-139 573 965
Clinker	50 773	36 901	13 871	577 719	8 013 739 578
Phosphates	63 101	63 096	4	939 023	4 154 031
TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en FCFA)					8 243 874 689
TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en millions de FCFA)					8 244

Sources : INSEED/Entreprises/BCEAO

2. Ajustements de chronologie

Ces ajustements sont fondés sur le fait que les statistiques du commerce extérieur recensent les déclarations en douane liquidées de l'année, tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur.

Les ajustements de chronologie permettent en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par les opérateurs et celles obtenues du commerce extérieur, appliqué aux prix du commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs contenues dans les statistiques du commerce extérieur.

Pour 2015, ces ajustements se sont établis à 14.850 millions (contre 86.161 millions en 2014), selon le calcul ci-après.

Tableau ii : Ajustements de chronologie

Produits	TONNAGE (en tonne)			Prix moyen à la tonne en FCFA des Exportateurs	Ajustements en FCFA
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	10 849	10 849	0	1 097 339	-
Cacao	9 721	9 721	0	1 496 827	-
Coton fibre	47 390	47 390	0	789 051	-
Ciments	117 394	116 611	783	66 204	51 825 567
Clinker	869 178	577 719	291 459	50 773	14 798 177 062
Phosphates	939 025	939 023	2	63 101	126 201
TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en FCFA)					14 850 128 830
TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en millions de FCFA)					14 850

Sources : INSEED/Entreprises/BCEAO

3. Ajustements de champ couvert

Les ajustements de champ couvert permettent de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (exemple : déduction des importations des Ambassades). Il est également procédé sous cette rubrique, la prise en compte du commerce non contrôlé.

L'estimation du commerce non contrôlé, telle que ressortie des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA de 2015 est présentée dans le tableau suivant.

Tableau iii : Exportations et importations non contrôlées du Togo (en millions de FCFA)

	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)
BENIN	59 069	114 737	55 668	4 876	11 988	7 112
BURKINA	64 334	86 161	21 827	3 111	23 710	20 599
COTE D'IVOIRE	15 814	27 101	11 286	38 676	146 507	107 831
GUINEE BISSAU	1 277	1 278	0	8 242	0	-8 242
MALI	21 664	27 677	6 013	545	10 072	9 526
NIGER	38 856	44 440	5 583	56	3 425	3 369
SENEGAL	3 294	8 594	5 300	7 673	18 181	10 508

Sources : INSEED/BCEAO

S'agissant spécifiquement des importations du Togo en provenance de la Guinée-Bissau, l'écart négatif de 8.242 millions ressorti dans le tableau iii est corrigé, avec le même niveau de signe contraire. En d'autres termes, s'il est retenu que les importations (de poisson), déclarées dans les statistiques du commerce extérieur en 2015, sont à exclure des transactions intra-UEMOA (parce qu'ayant été effectuées en haute mer, avec des licences bissau-guinéennes, par des sociétés européennes essentiellement), elles doivent être affectées au reste du monde. Ainsi, en ajoutant 8.242 millions aux 150.704 millions, le total des ajustements sous cette rubrique s'est situé à 158.946 millions indiqués dans le tableau 23 du document.

Après ajustement des données du commerce général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent à 15,1%, actualisé en 2015, contre 16,0% initialement.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

La synthèse des ajustements est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau iv : Synthèse des ajustements

LIBELLES	2014			2015			Variations 2015/2014		
	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
A- COMMERCE GÉNÉRAL - INSEED	356 108	978 654	-622 547	468 915	1 110 822	-641 907	31,7%	13,5%	3,1%
<i>Corrections sur importations et ré-exportations de produits pétroliers (a)</i>	0		0	0		0	-	-	-
<i>Enregistrements à exclure des exportations (coton en transit au Togo) (b)</i>			0			0	-	-	-
<i>Régimes et produits à exclure pour ajustement de champ statistique (c)</i>	20 712	0	20 712	15 694	0	15 694	-24,2%	-	-24,2%
- Privilèges diplomatiques			0			0	-	-	-
- Entrée en zone franche et sortie de zone franche, de produits nationaux	0	0	0	0	0	0	-	-	-
- Avitaillements (à imputer aux autres biens)			0			0	-	-	-
- Or non monétaire (à imputer au poste or non monétaire de la BDP)	20 712		20 712	15 694		15 694	-24,2%	-	-24,2%
B- COMMERCE GÉNÉRAL - BDP (A-a-b-c)	335 396	978 654	-643 259	453 222	1 110 822	-657 601	35,1%	13,5%	2,2%
<i>Autres ajustements (d)</i>	299 358	97 578	201 780	128 771	84 308	44 463	-57,0%	-13,6%	-78,0%
<i>Ajustements pour fret et assurance</i>		-156 585	156 585		-167 734	167 734	-	7,1%	7,1%
<i>Ajustement chronologique - Tableau ii</i>	86 161		86 161	14 850		14 850	-82,8%	-	-82,8%
<i>Ajustements de valeurs - Tableau i</i>	11 832		11 832	8 244		8 244	-30,3%	-	-30,3%
<i>Commerce non repris ailleurs</i>	201 365	254 163	-52 798	105 677	252 043	-138 124	-47,5%	-0,8%	161,6%
<i>CEB (importation et exportation d'électricité)</i>	68 444	94 176	-25 732	67 808	93 097	-25 289	-0,9%	-1,1%	-1,7%
<i>Exportations non contrôlées (Tableau iii)</i>	132 921		132 921	37 869		37 869	-71,5%	-	-71,5%
<i>Importations non contrôlées (Tableau iii)</i>		159 987	-159 987		150 704	-150 704	-	-5,8%	-5,8%
<i>Autres ajustements (Transactions déclassées de l'UEMOA vers le reste du monde)</i>					8 242				
C-TOTAL MARCHANDISES GÉNÉRALES FOB EN BDP (C-B+d)	634 753,1	1 076 232	-441 479	581 993	1 195 131	-613 138	-8,3%	11,0%	38,9%
IMPORTATIONS TOTALES EN VALEUR CAF		1 232 817			1 362 865			10,5%	

Sources : INSEED/BCEAO

En somme, il est ressorti de ce qui précède que le total des ajustements sur les exportations s'est situé à 128.771 millions en 2015, en retrait de 57,0% par rapport aux 299.358 millions de 2014, pour les exportations. Concernant les importations de 2015, les coûts de l'assurance et du fret sont évalués à 167.734 millions et le commerce non contrôlé à 252.043 millions, contre respectivement 156.585 millions et 254.163 millions en 2014.

La progression des exportations en 2015 est impulsée essentiellement par tous les groupes de produits (produits agricoles, miniers, industriels et autres), sauf les produits pétroliers.

**Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général
(en millions)**

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Produits agricoles	53 186	62 221	83 123	62 273	92 829	49,1%
Produits miniers	93 541	112 934	114 152	86 355	98 781	14,4%
Produits pétroliers	41 018	65 422	58 136	35 299	21 737	-38,4%
Produits industriels	179 410	253 270	270 983	146 166	207 935	42,3%
Autres produits	9 443	23 271	38 534	5 303	31 939	502,3%
Commerce général	376 596	517 117	564 928	335 396	453 222	35,1%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton fibre), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

Tableau 7- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)

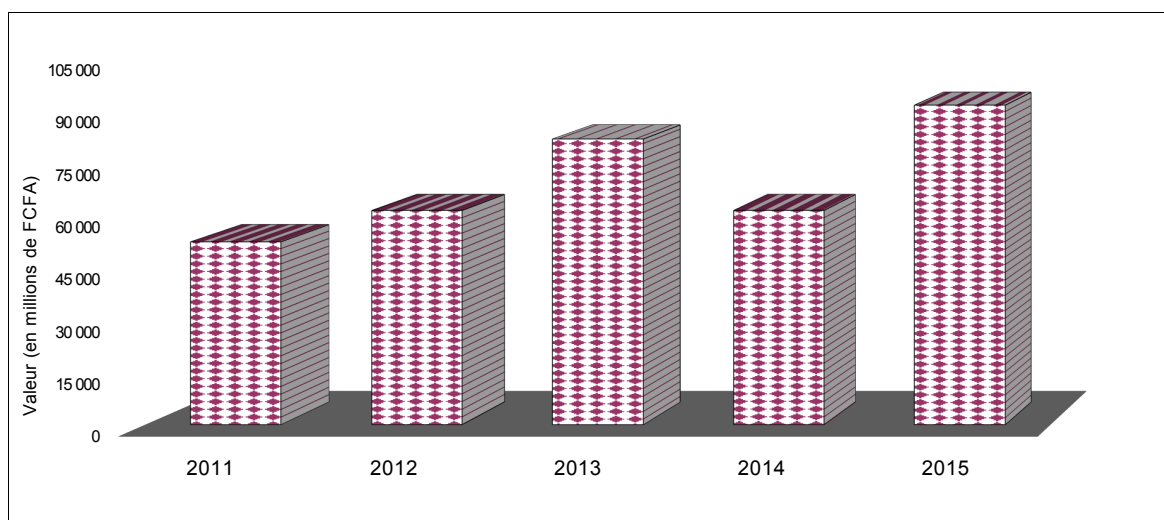
RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Cacao	16 068	5 149	7 442	14 443	14 551	0,7%
Café	9 285	8 502	5 346	7 844	11 540	47,1%
Coton fibre	23 604	34 465	29 751	28 615	37 393	30,7%
Autres matières premières agricoles	864	1 670	2 560	1 551	1 396	-10,0%
Produits alimentaires d'origine végétale	3 364	12 435	38 024	9 820	27 949	184,6%
Produits agricoles	53 186	62 221	83 123	62 273	92 829	49,1%

Sources : BCEAO et INSEED

En 2015, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 92.829 millions, en accroissement de 49,1% par rapport aux 62.273 millions commercialisés en 2014. Cette progression est induite principalement par les produits alimentaires d'origine végétale.

La forte augmentation des exportations des produits alimentaires d'origine végétale est essentiellement portée par les oléagineux, notamment les huiles de palme et fractions, non chimiquement modifiées à destination du Niger, du Ghana, du Burkina et du Sénégal, en relation principalement avec la hausse de la demande.

Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)



Source : BCEAO et INSEED

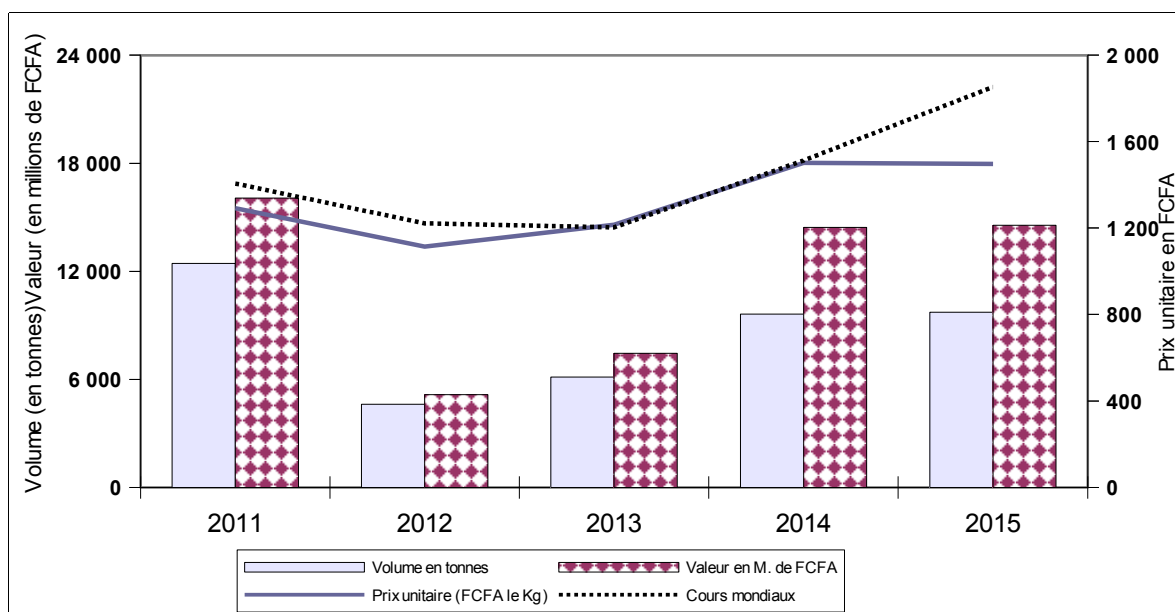
I.1.1.2.1.1- Cacao

En 2015, les exportations de cacao ont généré des recettes de 14.551 millions, en hausse de 0,7% par rapport aux 14.443 millions enregistrés une année plus tôt.

Le volume exporté a également progressé de 1,1% en passant de 9.617 tonnes en 2014 à 9.721 tonnes une année plus tard, en liaison avec l'orientation favorable de la demande. Sur la période, les commandes ont été satisfaites avec le stock antérieur disponible. En effet, il est noté un repli de 11,9% de la collecte au cours de l'année 2015, qui est passée de 10.285 tonnes en 2014 à 9.059 tonnes une année plus tard, en dépit de la reprise de l'entretien des vergers dans le cadre du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA)⁴, qui vise, entre autres, la dynamisation des cultures d'exportation. Cependant, il y a lieu de faire observer que la quantité exportée en 2015 n'a pas atteint le niveau de 12.436 tonnes obtenu en 2011, en raison du vieillissement des arbres.

⁴ Le PASA est un projet du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASIA) qui vise à remodeler le paysage agricole du pays, en vue d'atteindre un taux de croissance de 6,0% à l'horizon 2015.

Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur



Sources : INSEED et CCFCC

Quant au prix moyen de cession du cacao, il passe de 1.502 FCFA le kilogramme en 2014 à 1.497 FCFA le kilogramme en 2015, soit un repli de 0,3%.

L'évolution du prix de cession du cacao enregistré au Togo diverge de celle observée sur le marché international. En effet, en moyenne pour 2015, le cours international du cacao a enregistré une hausse de 22,5%, à 1.853 FCFA/kg, contre 1.513 FCFA/kg en 2014, en relation avec le dynamisme de la demande mondiale face à une offre stagnante.

En 2015, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, Italie et Pays-bas).

Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté

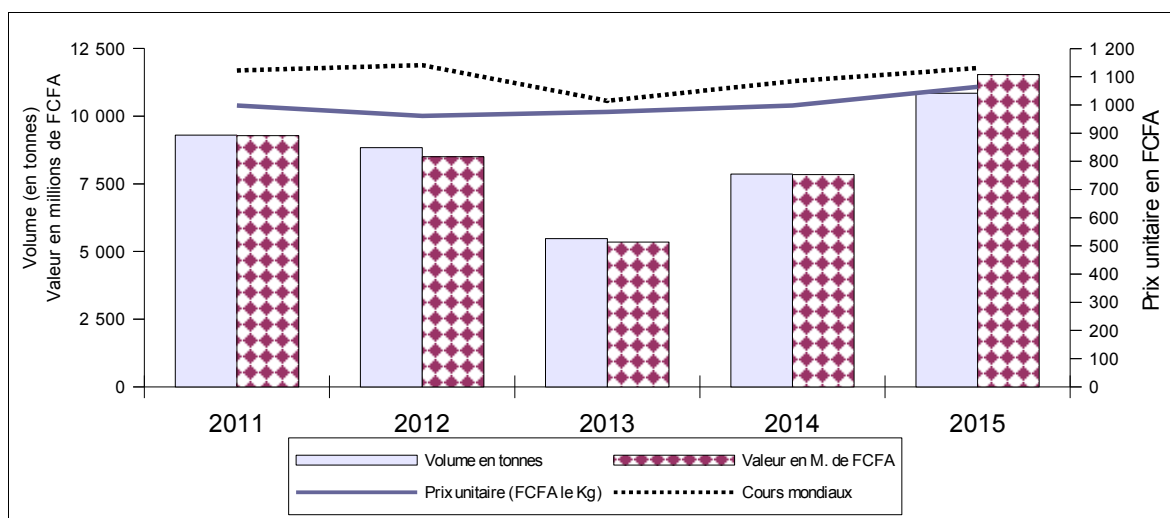
CACAO	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Quantité (tonnes)	12 436	4 622	6 123	9 617	9 721	1,1%
Valeur (millions de FCFA)	16 068	5 149	7 442	14 443	14 551	0,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 292	1 114	1 215	1 502	1 497	-0,3%

Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

1.1.1.2.1.2- Café

En 2015, les recettes d'exportation de café se sont inscrites en augmentation de 47,1% en s'établissant à 11.540 millions, contre 7.844 millions en 2014, en liaison avec la hausse de 38,0% de la quantité exportée, suite à l'utilisation du stock antérieur existant, dans un contexte d'un repli de 1,7% de la collecte. D'une façon générale, par rapport à la quantité moyenne de la collecte de 8.066 tonnes enregistrées sur la période de 2012 à 2014, la collecte réalisée en 2015 est en hausse de 14,0%, à la faveur d'un entretien plus accru des vergers, avec l'appui technique du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA).

Graphique 5- Evolution des exportations de café en volume et en valeur



Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

Le prix moyen de cession a également progressé de 6,6% pour s'établir à 1.064 FCFA le kilogramme en 2015, contre 998 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

L'évolution du prix de vente du café par le Togo est en phase avec celle observée sur le marché international. En effet, le cours du café sur le marché international s'est établi à 1.130,6 FCFA le kilogramme en 2015, contre 1.084,1 FCFA le kilogramme une année plus tôt, soit un accroissement de 4,3%. Cette évolution est principalement liée à une diminution de l'offre, en liaison avec les incertitudes sur la production brésilienne de café, suites aux périodes de sécheresse que le Brésil a traversées en 2014.

En 2015, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Belgique, France et Italie), l'Algérie et le Maroc.

Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de café exporté

CAFE	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Quantité (tonnes)	9 305	8 843	5 481	7 864	10 849	38,0%
Valeur (millions de FCFA)	9 285	8 502	5 346	7 844	11 540	47,1%
Prix moyen (FCFA/kg)	998	961	975	998	1 064	6,6%

Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

Encadré 2 : Les filières café et cacao au Togo

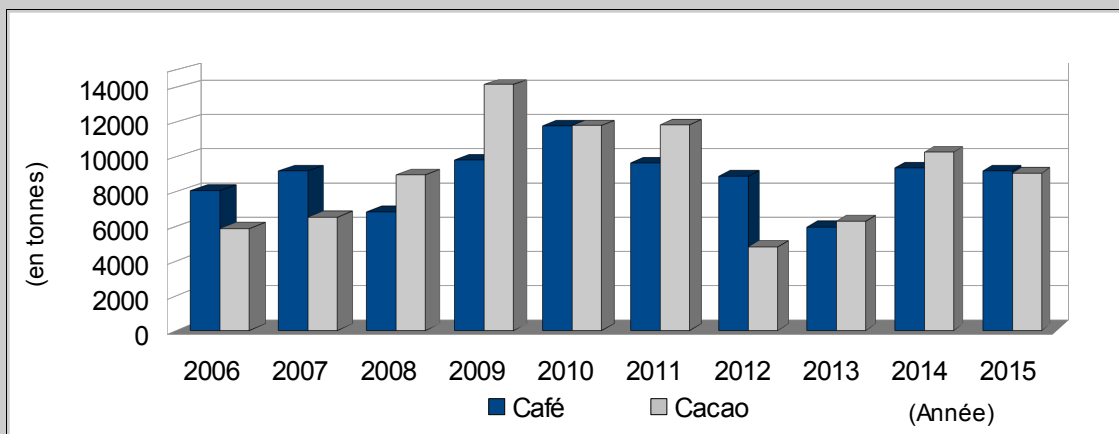
Le café et le cacao constituent deux (2) produits agricoles d'exportation de grande importance au Togo, avec une contribution substantielle à la formation de la richesse nationale.

Ces deux produits ont bénéficié entre 1972 et 1992 d'importants projets quinquennaux de développement, à travers la Société Nationale pour la Rénovation de la Cafetière et de la Cacaoyère (SNRCC). Les actions menées ont permis, entre autres, le renouvellement des plantations, la vulgarisation des bonnes pratiques de cultures et une augmentation conséquente des productions de ces deux cultures de rente.

Malheureusement, la libéralisation des filières café et cacao intervenue en 1996, avec comme corollaire le désengagement total de l'Etat de l'encadrement et de la commercialisation de ces produits, a entraîné une désorganisation du secteur sur plus d'une décennie.

A partir de 2008, ces filières reprennent peu à peu de vitalité, avec le retour de l'Etat dans le secteur et la mise en place de l'interprofession.

Graphique i : Evolution de la production du café et du cacao de 2006 à 2015 (en tonnes)



Sources : CCFCC/BCEAO

De 2006 à 2015, la production moyenne annuelle du café s'est établie à 8.871 tonnes, contre 25.903 tonnes en 1991. Quant à la production du cacao, elle s'est située à 8.965 tonnes en moyenne annuelle sur la période, contre 29.361 tonnes en 1971.

Les facteurs qui ont contribué au déclin des productions de ces filières sont, entre autres, :

- . le vieillissement du verger, faute de son renouvellement ;
- . le vieillissement des planteurs et le manque de motivation des jeunes à assurer la relève ;
- . la dégradation continue de l'environnement qui se manifeste surtout par la destruction de la forêt sous l'effet anthropique ;
- . la baisse de la fertilité des sols due au fait que la fumure minérale ne se pratique presque plus ;
- . la quasi-absence des traitements phytosanitaires face à une recrudescence des maladies et des insectes nuisibles qui attaquent et détruisent les plants ;
- . le manque d'appui technique et de subventions aux planteurs ;
- . la non disponibilité des intrants agricoles (semences, plants et engrais).

Face à cette situation de dégradation poussée de ces filières, le Gouvernement togolais a opté pour la relance des productions de café et de cacao en 2008. Cette vision s'est traduite par la mise en œuvre des actions importantes, dont la mise en place d'un dispositif d'appui-conseil aux producteurs et la réalisation d'une étude sur les perspectives de développement de ces filières. L'étude a fait des propositions d'actions de relance reprises dans la formulation du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA).

Les actions de relance de la production du café et du cacao ont démarré en 2013 et sont financées par le PASA à hauteur de 1,5 milliard par la Banque Mondiale. Ces actions ont concerné, notamment l'appui aux trois (3) entités qui jouent un rôle déterminant dans le développement des deux (2) filières. Il s'agit de : (i) l'Unité Technique Café-Cacao (UTCC), chargée de l'appui technique aux producteurs, (ii) la Fédération des Unions des producteurs de Café et Cacao du Togo (FUPROCAT), entité représentant les producteurs organisés en coopératives de base et faïtières, et (iii) le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC).

Ces dispositions devraient permettre le remodelage et le renforcement du dispositif d'appui-conseil agricole café/cacao, la fourniture du matériel végétal performant (Boutures racinées de caféier et semences cabosses de cacao) pour la régénération des plantations et la création de nouvelles, le renforcement de l'organisation des producteurs en appuyant la mutation des groupements et des unions de groupement en sociétés coopératives, la construction de l'interprofession en appuyant la mise en place d'un Conseil Interprofessionnel de Café et de Cacao au Togo (CICC-Togo).

En terme de perspectives, il y a lieu d'indiquer que les défis à relever pour la dynamisation des cultures du café et du cacao sont énormes. A cet effet, les recommandations de politiques économiques et techniques ci-après sont formulées à l'endroit des Autorités nationales :

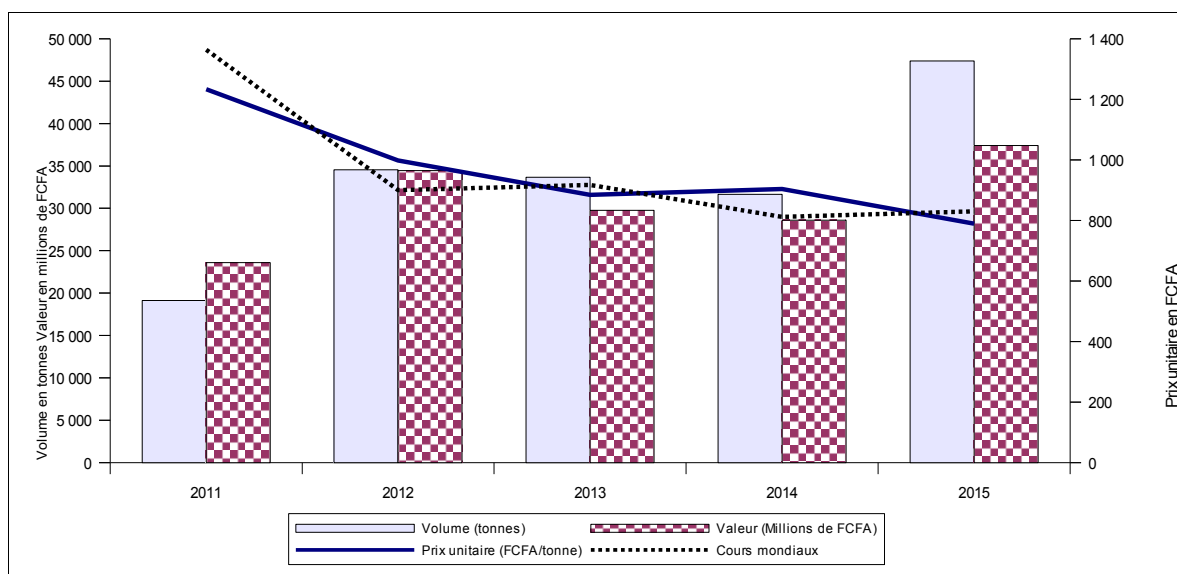
- . entreprendre des actions urgentes et volontaires de reboisement des zones de production de café et de cacao ;
- . poursuivre la mobilisation des producteurs ;
- . mettre en place un système adapté d'octroi de crédits aux producteurs ;
- . revisiter et formaliser les contrats de bail des terres ;
- . renforcer l'appui-conseil aux producteurs.

1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton-fibre a enregistré une hausse de 30,7% en se chiffrant à 37.393 millions en 2015, contre 28.615 millions en 2014.

Cette évolution est liée à l'augmentation de 49,8% de la quantité exportée, en relation avec les conditions climatiques plus favorables à la production, ainsi que les effets des mesures prises par les Autorités pour redynamiser le secteur, en particulier une bonne politique en matière de fourniture d'intrants agricoles. Le prix moyen de cession a diminué de 12,7% pour se situer à 789 FCFA le kilogramme, contre 904 FCFA le kilogramme une année plus tôt. Sur le marché international, le cours du coton a plutôt connu, entre 2014 et 2015, un accroissement de 2,3%, pour s'établir à 830,1 FCFA le kilogramme en 2015.

Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur



Sources : NSCT, INSEED et BCEAO

En 2015, le coton a principalement été écoulé vers l'Asie (Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Vietnam, Sri Lanka et Bangladesh), le Portugal et la Turquie.

Tableau 10- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté

COTON FIBRE	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Quantité (tonnes)	19 136	34 535	33 667	31 646	47 390	49,8%
Valeur (millions de FCFA)	23 604	34 465	29 751	28 615	37 393	30,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 233	998	884	904	789	-12,7%

Sources : NSCT, INSEED et BCEAO

I.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2015, diverses matières premières d'origine végétale, notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont fléchi de 10,0% en s'établissant à 1.396 millions en 2015, contre 1.551 millions en 2014.

Les graines de coton ont été écoulées vers le Bénin, le Burkina, le Mali, le Niger, la Corée du Sud et l'Italie.

Le bois a été exporté vers l'Asie (Chine, Inde), l'UEMOA (Niger), le Ghana, la France et l'Italie.

**Tableau 11- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles
(en millions)**

	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Amandes de palme	0	0	0	0	2	-
Graines de coton	18	1 074	2 131	1 069	1 187	11,0%
Arachides en coques	0	0	5	0	5	-
Bois	847	596	423	481	201	-58,1%
TOTAL	864	1 670	2 560	1 551	1 396	-10,0%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2015, les exportations de ces produits se sont inscrites en hausse de 184,6% en s'établissant à 27.949 millions, contre 9.820 millions en 2014. Cette évolution est induite essentiellement par la progression des exportations des produits oléagineux ainsi que de légumes et fruits, en relation principalement avec la hausse de la demande en provenance de l'extérieur. Pour les oléagineux, il s'agit des réexportations des produits importés, entre autres, de la Malaisie.

Les oléagineux, composés essentiellement de l'huile de palme et ses fractions (même raffinées, mais non chimiquement modifiées), des arachides (non grillées ni autrement cuites), des fèves de soja et des autres graines et fruits oléagineux, ont été principalement écoulés vers la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger, Sénégal), la CEMAC (Cameroun), l'Union Européenne (Allemagne, l'Italie et Pays-Bas), la Corée du Sud, les Etats-Unis et le Singapour.

Pour les légumes et fruits, les principaux pays destinataires en 2015 ont été ceux de la CEDEAO (Bénin, Côte d'Ivoire et Ghana), de la CEMAC (Gabon), de l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, France et Pays-Bas), la Chine, les Etats-Unis, l'Inde et le Swaziland.

Les céréales et farines ont été exportées vers la CEDEAO (Burkina, Côte d'Ivoire, Niger et Nigeria), la CEMAC (Gabon, Centrafrique) et l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, France, l'Italie et le Portugal), les Etats-Unis et le Canada.

**Tableau 12- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale
(en millions)**

	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Oléagineux	1 717	1 514	33 540	6 877	25 741	274,3%
Céréales et farines	770	8 515	823	837	319	-61,9%
Piments et épices	240	303	381	383	8	-97,8%
Légumes et fruits	609	1 864	2 915	1 430	1 643	14,9%
Fleurs et boutures	6	17	5	0	25	-
Divers	22	221	361	293	212	-27,6%
TOTAL	3 364	12 435	38 024	9 820	27 949	184,6%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur le phosphate, le clinker et le minerai de fer. En 2015, elles ont globalement augmenté de 14,4%, en s'établissant à 98.781 millions, contre 86.355 millions en 2014.

Tableau 13- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)

	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Phosphates	45 417	65 051	68 187	55 056	59 249	7,6%
Clinker	47 354	45 183	43 450	28 371	38 237	34,8%
Minerais de fer	770	2 700	2 514	2 928	1 295	-55,8%
TOTAL	93 541	112 934	114 152	86 355	98 781	14,4%

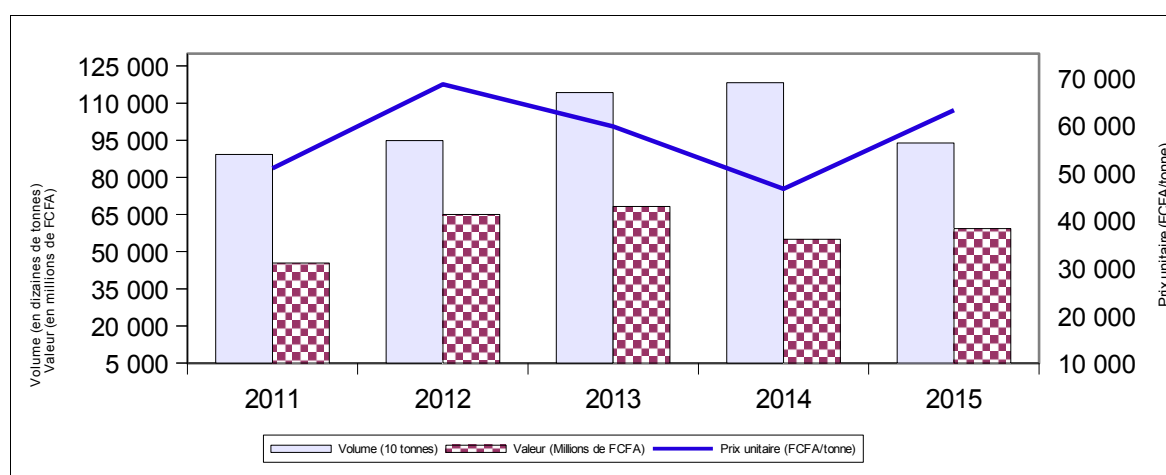
Sources : INSEED et BCEAO

I.1.1.2.2.1- Phosphates

En valeur, les exportations de phosphates ont progressé de 7,6% en 2015 en passant de 55.056 millions en 2014 à 59.249 millions une année plus tard, à la faveur d'un accroissement de 35,5% du prix moyen de cession, dans un contexte de repli de 20,6% de la quantité exportée, malgré la hausse de 3,7% de la quantité produite.

La baisse de la quantité exportée est notamment liée à l'absence des ventes en décembre 2015, en raison du non aboutissement des négociations entre la société productrice et ses clients, visant une révision du prix de vente du produit.

Graphique 7- Evolution des exportations de phosphates en quantité et en valeur



Sources : Entreprise et BCEAO

Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté

PHOSPHATE	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Quantité (tonnes)	892 330	948 919	1 142 692	1 182 043	939 023	-20,6%
Valeur (millions de FCFA)	45 417	65 051	68 187	55 056	59 249	7,6%
Prix moyen (FCFA/tonne)	50 897	68 552	59 672	46 577	63 096	35,5%

Sources : Entreprise et BCEAO

Au plan de la répartition du marché, l'Inde est le principal client du Togo en 2015, suivie du Canada, de la Corée du Sud et de l'Australie.

Encadré 3 : La filière des phosphates au Togo

La découverte des phosphates au Togo date de 1952, suite à une campagne de prospection menée par le service géologique du Comptoir des phosphates de l'Afrique du Nord sur la côte occidentale de l'Afrique. D'une qualité exceptionnelle, conjuguée à une extraction à ciel ouvert, la production annuelle de phosphates meubles n'a cessé d'augmenter de même que les prix dans les années 1970 à 1980, faisant des phosphates, un des principaux moteurs de développement du Togo durant cette période. Cette production a atteint 3.355.540 tonnes, son plus haut niveau, en 1989.

Sur la période allant de 1980 à 1989, les recettes phosphatières avaient une part de près de 50% de la valeur totale des exportations du Togo, tandis que entre 2010 et 2015, elles ne représentaient qu'environ 10,0%.

Tableau 1 : Évolution de la production et des exportations des phosphates (en tonnes)

ANNEE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PRODUCTION	2 438 854	2 964 642	2 075 078	1 794 305	2 181 489	2 569 103	2 730 715	2 631 353	2 253 411	1 714 530
EXPORTATION	2 455 401	3 074 981	2 085 904	1 567 391	2 233 803	2 652 110	2 685 757	2 686 617	2 242 683	1 616 835

ANNEE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PRODUCTION	1 370 136	1 066 581	1 380 609	1 471 328	1 115 150	1 020 868	1 171 261	750 059	842 508	725 547
EXPORTATION	1 219 884	1 303 989	1 277 727	1 363 489	1 237 754	1 047 893	1 174 004	741 878	686 472	681 128

ANNEE	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUCTION	695 123	865 616	1 110 416	1 213 657	1 085 546	1 150 194
EXPORTATION	857 772	894 341	1 033 390	1 142 692	1 182 043	939 025

Source : Entreprise

Plusieurs contraintes entravent le développement du secteur. Son exploitation est confrontée à des difficultés de différents ordres :

- (i) le non renouvellement de l'équipement, qui a entraîné une baisse progressive de la production et une diminution conséquente dans la part du PIB ;
- (ii) les conflits divers avec les populations locales, en raison des déplacements et réinstallation dans les sites peu appropriés ;
- (iii) le manque d'une vision stratégique pour le développement futur du sous-secteur, en prévision de la réduction des réserves facilement accessibles et des conditions du marché international de plus en plus difficiles.

Pour résorber ces problèmes, la société d'exploitation des phosphates au Togo, avec l'appui de l'Etat et des institutions partenaires, s'est lancée, à partir de 2011, dans une politique de renouvellement des matériels de travail. Ainsi, un certain nombre d'engins lourds ont été acquis, à l'instar des dumpers, des bulldozers, des grues et des camions-citernes. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de mise en œuvre de la stratégie de développement des phosphates du Togo. Des réformes institutionnelles, organisationnelles et comptables ont été également opérées au sein de cette société. Entre autres réformes réalisées, on peut citer la mise en place des organes de surveillance, de gestion moderne de la comptabilité, des recrutements bien ciblés du personnel et la mise en place d'un plan social.

Après un investissement de 6 milliards de FCFA en 2014, une production de 1,1 million de tonnes et un chiffre d'affaires évalué à 55,1 milliards de FCFA, la société a réalisé 1,1 million de tonnes en 2015, contre une prévision de 1,5 million de tonnes, malgré le mouvement de grève de ses travailleurs au premier semestre de l'année 2015.

En terme d'opportunité, les phosphates vont devenir une matière première cruciale, car l'agriculture n'est pas prête de se passer des engrais (phosphates, potasse et azote) et des spécialistes ont prédit que ces derniers vont voir leur prix exploser de 500 à 1.000% dans les 20 à 30 prochaines années. Cette évolution serait une aubaine que doit saisir cette filière au Togo.

Au regard des problèmes qui minent le secteur phosphatier au Togo, les mesures ci-après méritent d'être prises :

- (i) le renouvellement du matériel de production ;
- (ii) la transparence dans la gestion des ressources générées par l'extraction de phosphates ;
- (iii) l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, en vue de limiter les grèves ;
- (iv) la création d'usines de production de dérivés phosphatés, en soutien à la production agricole.

Au total, les différentes réformes enclenchées ces dernières années au Togo ont permis de relancer la production phosphatière, même si les résultats obtenus demeurent aujourd'hui en deçà des objectifs fixés. Au cours des cinq (05) dernières années, la production a progressé de 32,4%, en liaison essentiellement avec les efforts de renouvellement des équipements. Toutefois, les grèves régulièrement observées dans cette filière, émoussent les efforts de relance de la production, tant souhaitée par les Autorités Nationales.

Néanmoins, l'avenir de la filière reste prometteur, au vu des différents projets visant la création d'une chaîne de valeur, susceptible de faire du Togo, un fleuron sous-régional en matière de commercialisation de dérivés phosphatés.

I.1.1.2.2.2- Clinker

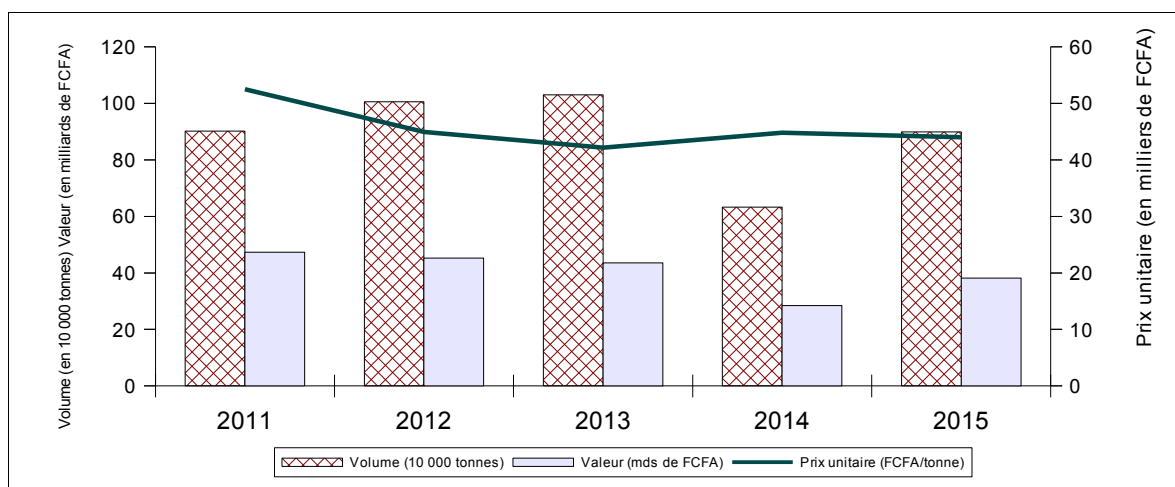
En valeur, les exportations de clinker⁵ s'établissent à 38.237 millions en 2015, en progression de 34,8% par rapport aux 28.371 millions enregistrés en 2014. Cette évolution est principalement induite par la hausse de 37,2% de la quantité exportée.

L'augmentation des ventes à l'extérieur de clinker fait suite à l'entrée en production d'une nouvelle unité, depuis fin 2014, qui a contribué pour 60,1% à la quantité exportée en 2015, contre 39,9% pour l'ancienne société, en raison des fréquentes pannes relevées sur ses outils de production ainsi que des mouvements de grèves de son personnel ayant conduit à l'absence de production en novembre et décembre 2015. Il y a lieu de relever qu'en dépit de l'entrée en service de la nouvelle unité de production, la quantité exportée en 2015 (869.178 tonnes) n'a pas atteint le niveau vendu à l'extérieur en 2013 (1.030.000 tonnes).

Quant au prix moyen de vente, il s'est inscrit en baisse de 1,8% pour ressortir à 43.993 FCFA la tonne, contre 44.785 FCFA la tonne une année plus tôt, en raison d'un prix assez compétitif appliqué par la nouvelle unité productrice.

⁵ Il s'agit des statistiques communiquées par les entreprises. Les exportations de clinker issues des statistiques douanières sont évaluées à 21.319 millions pour 577.519 tonnes

Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et valeur



Sources : Entreprise et BCEAO

Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté

CLINKER	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Quantité (tonnes)	902 353	1 005 716	1 030 000	633 498	869 178	37,2%
Valeur (millions de FCFA)	47 354	45 183	43 450	28 371	38 237	34,8%
Prix moyen (FCFA/tonne)	52 478	44 926	42 184	44 785	43 993	-1,8%

Sources : INSEED et BCEAO

En 2015, le Bénin et le Burkina ont été les principaux pays importateurs du clinker togolais.

1.1.1.2.2.3- Minerais de fer

En valeur, les exportations de minerais de fer se sont chiffrées à 1.295 millions en 2015 pour un volume de 70.000 tonnes avec un prix moyen de 18.500 FCFA la tonne, contre respectivement 2.928 millions, 88.575 tonnes et 33.053 FCFA en 2014.

La baisse des exportations s'expliquerait principalement par le niveau du prix de cession peu favorable aux producteurs. En effet, en 2015, le prix de vente du fer a chuté de 44,0%, du fait essentiellement, d'une part, d'une offre excédentaire des principaux groupes miniers mondiaux et, d'autre part, d'un ralentissement de la croissance économique chinoise, en particulier du marché immobilier.

Tableau 16- Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés

FER	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Quantité (tonnes)	18 000	75 000	87 588	88 575	70 000	-21,0%
Valeur (millions de FCFA)	770	2 700	2 514	2 928	1 295	-55,8%
Prix moyen (FCFA/tonne)	42 750	36 000	28 707	33 053	18 500	-44,0%

Sources : INSEED

L'Allemagne a été le seul pays importateur de minerais de fer togolais en 2015.

I.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 21.737 millions en 2015, contre 35.299 millions en 2014, soit une diminution de 38,4%, en raison principalement du repli de 16.281 millions des ventes à destination du Nigeria en coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus d'huiles ou bitumes (4.852 millions en 2015 contre 21.099 millions en 2014). Sur la période, la demande de la France en huiles de pétrole s'est plutôt inscrite en hausse de 2.278 millions, passant de 7.894 millions en 2014 à 10.172 millions en 2015.

Les réexportations de produits pétroliers ont été effectuées à destination de la CEDEAO (Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal), de l'Union Européenne (Espagne, France), de la Corée du Sud, des Etats-Unis et de la Suisse. Pour certaines de ces transactions, il s'agit d'avitaillement d'aéronefs et de navires.

Tableau 17- Evolution des réexportations de produits pétroliers

Produits pétroliers	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Valeur (millions de FCFA)	41 018	65 422	58 136	35 299	21 737	-38,4%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériels de transport.

Tableau 18- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Produits industriels	179 410	253 270	270 983	146 166	207 935	42,3%
Ciment	38 246	33 838	38 530	19 105	7 860	-58,9%
Produits sidérurgiques	20 926	27 057	19 719	19 191	16 162	-15,8%
Produits alimentaires	28 480	32 129	34 301	24 862	43 131	73,5%
Textiles et articles d'habillement	14 352	23 047	45 063	27 316	27 426	0,4%
Produits chimiques	31 742	73 177	44 326	22 113	41 087	85,8%
Machines et matériels de transport	30 333	42 912	51 368	14 097	35 003	148,3%
Autres produits manufacturés	15 331	21 109	37 676	19 483	37 266	91,3%

Sources : INSEED, entreprises et BCEAO

En 2015, la valeur des exportations de produits industriels s'est chiffrée à 207.935 millions, en progression de 42,3% par rapport aux 146.166 millions de 2014, en raison principalement de la hausse enregistrée au niveau des groupes de produits « Produits alimentaires », « Produits chimiques », « Machines et matériels de transport » et « Autres produits manufacturés ».

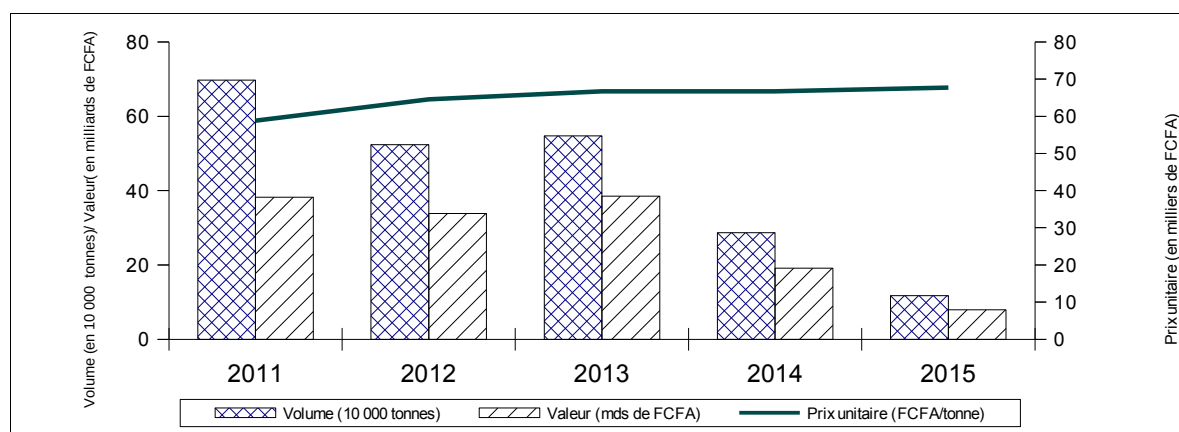
I.1.1.2.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment ont régressé de 58,9% en 2015 en s'établissant à 7.860 millions, contre 19.105 millions une année plus tôt, suite à la baisse de 59,3% des quantités exportées, dans un contexte de quasi-stabilité du prix moyen de cession.

La baisse de 59,3% des exportations en volume de ciment en 2015 est liée principalement au repli des commandes extérieures, surtout celles en provenance du Bénin, Burkina et Niger, dans un contexte d'une régression de 12,8% de la quantité produite. En particulier, les ventes de ciment vers le Bénin ont fléchi en relation avec l'entrée en production d'une nouvelle cimenterie en 2015 dans ce pays, pour la couverture de son besoin local.

En outre, la diminution de la production du ciment est principalement imputable aux grèves du personnel qui ont entraîné l'arrêt provisoire des activités de l'une des usines au cours des mois de novembre et décembre 2015.

Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en volume et en valeur



Sources : BCEAO et Entreprises

Les principaux pays acheteurs du ciment togolais en 2015 sont les pays de l'UEMOA (Burkina et Niger).

Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté

CIMENT	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Volume (tonnes)	697 474	523 984	577 381	286 647	116 611	-59,3%
Valeur (millions de FCFA)	38 246	33 838	38 530	19 105	7 860	-58,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)	54 835	64 578	66 732	66 650	67 401	1,1%

Sources : BCEAO et Entreprises

I.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton et les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2015, les exportations de produits sidérurgiques ont diminué de 15,8% en s'établissant à 16.162 millions, contre 19.191 millions en 2014, en liaison avec la baisse des réexportations des fils de machine en fer ou en acier non allié, de la profilée en fer ou en acier non allié ainsi que des produits laminés plats, en fer ou acier non allié, notamment vers le Bénin.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Mali), le Cameroun, le Tchad, la Belgique, l'Espagne, le Portugal et l'Inde.

1.1.1.2.4.3- Produits alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une augmentation de 73,5% en s'établissant à 43.131 millions en 2015, contre 24.862 millions en 2014.

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger) et la France.

1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement

En 2015, les exportations de ces produits se sont chiffrées à 27.426 millions, en accroissement de 0,4% par rapport aux 27.316 millions enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est essentiellement portée par les tissus et toiles de coton ainsi que les articles de la friperie.

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de la CEDEAO (Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria), le Gabon et le Congo.

1.1.1.2.4.5- Produits chimiques

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont progressé de 85,8% en passant de 22.113 millions en 2014 à 41.087 millions une année plus tard, en relation avec l'accroissement de la demande en provenance de certains pays de la CEDEAO, notamment le Burkina (+6.114 millions), le Bénin (+2.738 millions), le Ghana (+2.306 millions) et le Mali (+700 millions).

En 2015, les clients du Togo sont essentiellement les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali et Nigeria).

1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2015 une hausse de 148,3% en se chiffrant à 35.003 millions, contre 14.097 millions en 2014. Cette évolution est essentiellement induite par la progression des réexportations de machine et matériels de transport, en particulier :

- des motocycles (y compris les cyclomoteurs) vers le Ghana et le Mali ;
- des véhicules automobiles pour le transport de marchandises en direction du Bénin et de la Côte d'Ivoire ;
- des bateaux-phares vers le Cameroun ;
- des boteurs (bulldozers), boteurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses et rouleaux compresseurs, autopropulsés, vers la Colombie, la Côte d'Ivoire, l'Italie et le Niger
- d'autres moteurs et machines motrices, vers la Côte d'Ivoire.

I.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques.

Les exportations de ces produits ont progressé de 91,3% en s'établissant à 37.266 millions en 2015, contre 19.483 millions en 2014.

Cette évolution est induite notamment par les exportations de sacs et sachets d'emballage ainsi que de perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Ces produits ont été essentiellement écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger et Nigeria).

I.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international⁶

En 2015, aucune transaction dans le cadre du négoce international n'a été effectuée.

I.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concernent l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

Les transactions sur ce produit enregistrées au cordon douanier ont régressé de 24,2% en passant de 20.712 millions en 2014 à 15.694 millions une année plus tard. Le volume exporté a également diminué de 24,3% avec 15,6 tonnes exportées, contre 20,6 tonnes en 2014.

Ces transactions sont essentiellement des réexportations en provenance du Ghana, du Mali et du Burkina, le Togo n'étant pas producteur d'or.

Ce produit a été essentiellement écoulé vers la Suisse, le Liban et les Emirats Arabes Unis.

Tableau 20- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté

OR NON MONETAIRE	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Volume (tonnes)	15,6	17,9	21,3	20,6	15,6	-24,3%
Valeur (millions de FCFA)	15 698	18 040	21 484	20 712	15 694	-24,2%
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	1 008	1 007	1 007	1 007	1 008	0,1%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2015, indique l'Afrique (66,2%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Asie (19,4%), de l'Europe (10,6%) et de l'Amérique (3,7%). Les exportations de produits orientées vers l'Océanie ne représentent que 0,1% du total des exportations du Togo au cours de l'année sous revue.

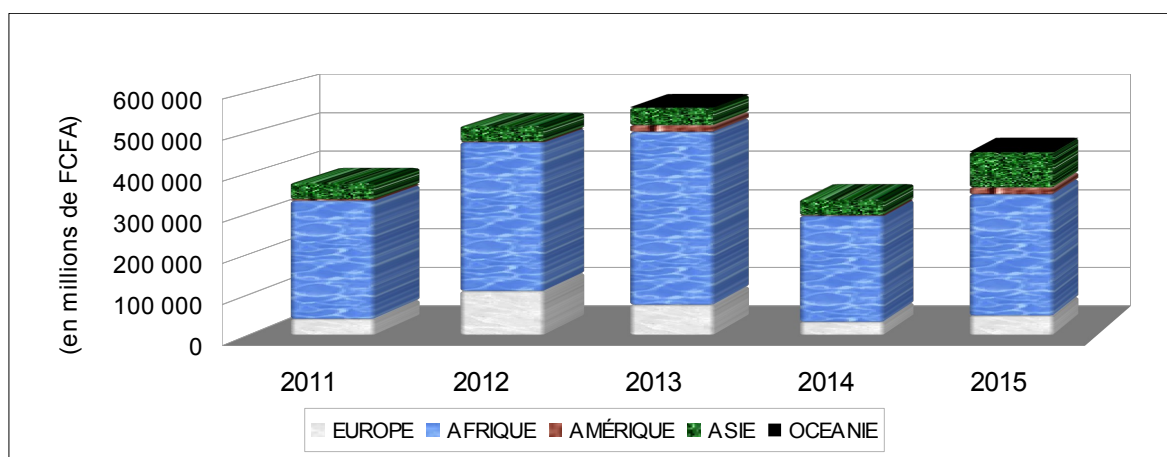
⁶ Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

Tableau 21- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)

	2011	Part / total	2012	Part / total	2013	Part / total	2014	Part / total	2015	Part / total	Var 15/14
EUROPE	39 828	10,6%	108 739	21,0%	74 662	13,2%	32 538	9,7%	48 037	10,6%	47,6%
AFRIQUE	292 251	77,6%	368 015	71,2%	427 693	75,7%	262 027	78,1%	300 029	66,2%	14,5%
AMÉRIQUE	3 484	0,9%	1 455	0,3%	16 375	2,9%	1 783	0,5%	16 692	3,7%	836,1%
ASIE	41 034	10,9%	38 908	7,5%	43 136	7,6%	39 048	11,6%	87 821	19,4%	124,9%
OCEANIE	-	-	-	-	3 062	0,5%	0	0,0%	642	0,1%	-
TOTAL	376 596	100,0%	517 117	100,0%	564 928	100,0%	335 396	100,0%	453 222	100,0%	35,1%

Sources : BCEAO et INSEED

Graphique 10- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)



Sources : BCEAO et INSEED

En 2015, les exportations à destination de l'Afrique ont progressé de 14,5%, en passant de 262.027 millions en 2014 à 300.029 millions une année plus tard, du fait de la progression des ventes extérieures :

- de ciments hydrauliques pour 28.537 millions (contre 14.851 millions en 2014), convoyés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger) ;
- des articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture pour 39.085 millions en 2015, contre 31.424 millions en 2014, dirigés principalement vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Niger ;
- des produits de beauté ou de maquillage et des préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (y compris des préparations pour manucures ou pédicures) pour 25.061 millions en 2015, contre 19.171 millions en 2014, dirigés principalement vers le Bénin, le Burkina, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda et le Sénégal ;
- des motos (y compris les cyclomoteurs) pour 10.323 millions en 2015, contre 8.082 millions en 2014, vers notamment le Ghana et le Mali ;
- d'huiles de palme et ses fractions (même raffinées) pour 17.827 millions (contre 12.580 millions en 2014), dirigées vers le Bénin, le Burkina, le Ghana, le Niger et le Sénégal ;

- d'eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques pour 9.971 millions en 2015 (contre 5.661 millions en 2014), orientées vers le Bénin, le Burkina et le Mali ;
- des produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés pour 6.914 millions en 2015, contre 4.955 millions en 2014, vers notamment le Bénin et le Burkina.

En Afrique, les principaux pays partenaires du Togo en 2015 sont ceux de la CEDEAO et le Gabon avec 93,9% des exportations. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (21,4%), avec les Ciments hydrauliques, les articles de transport ou d'emballage, le lait et la crème de lait, l'huile de palme et ses fractions, les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, les engrais minéraux ou chimiques, les sacs et sachets d'emballage, les perruques et articles analogues en cheveux, la vaisselle et autres articles de ménage, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les médicaments, les produits de beauté ou de maquillage, les eaux minérales et gazéifiées, des glaces de consommation ainsi que les tubes et tuyaux et leurs accessoires en matières plastiques ;
- le Bénin (19,7%), avec les articles de transport, les produits laminés plats, les eaux (minérales et gazéifiées) et boissons non alcoolisées, les produits de beauté, les tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les perruques, les glaces de consommation, les sucres de canne ou de betterave, ainsi que les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers» ;
- le Niger (13,0%), avec l'huile de palme et ses fractions, les ciments hydrauliques, les articles de transport ou d'emballage, le lait et la crème de lait, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les tubes, tuyaux en fer ou en acier, les bouteurs (bulldozers et angledozer), les bières de malt, les sucreries sans cacao, les produits de beauté ou de maquillage, les articles de friperie, les barres, tubes et tuyaux et leurs accessoires en matières plastiques, l'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les produits laminés plats, en fer ou en acier, ainsi que les eaux minérales et gazéifiées ;
- le Ghana (10,8%), avec les motocycles, les perruques ou ouvrages en cheveux, l'huile de palme et ses fractions, les produits de beauté ou de maquillage, les articles de transport ou d'emballage, les tomates préparées ou conservées, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les sacs et sachets d'emballage, les sucres de canne ou de betterave, le lait et la crème de lait, les pâtes alimentaires, les piles et batteries de piles électriques, les eaux minérales et gazéifiées ainsi que les autres boissons non alcooliques ;
- le Nigeria (8,4%), avec le bitume de pétrole, les produits de beauté, les parfums et eaux de toilette, les tresses et mèches, les articles de friperie ainsi que les tubes en fer ou en acier ;
- le Mali (7,2%), avec les articles de transport ou d'emballage, les eaux minérales et gazéifiées, les autres boissons non alcooliques, les produits de beauté ou de maquillage, la vaisselle, le lait et la crème de lait, les bières de malt, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les sacs et sachets d'emballage, les tresses et articles similaires en matières à tresser ainsi que les perruques et articles analogues en cheveux ;
- le Gabon (5,8%), avec le tissu de coton ;

- la Côte d'Ivoire (5,3%), avec les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, l'alcool éthylique, les liqueurs, les articles de transport ou d'emballage, les boteurs (bulldozers), le lait et la crème de lait, les sucreries sans cacao, les bières de malt, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les eaux minérales et gazéifiées, les autres boissons non alcooliques, les perruques et articles analogues en cheveux ainsi que les produits de beauté ou de maquillage.

Tableau 22- Proportion des exportations en Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
UEMOA	58,1%	59,3%	54,9%	56,8%	68,1%
Bénin	16,4%	15,3%	13,9%	15,9%	19,7%
Burkina	15,9%	21,0%	22,1%	14,7%	21,4%
Côte d'Ivoire	8,3%	4,9%	2,5%	5,2%	5,3%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%
Mali	4,1%	3,9%	2,8%	5,9%	7,2%
Niger	12,1%	13,0%	12,5%	14,3%	13,0%
Sénégal	1,2%	1,1%	1,2%	0,8%	1,1%
CEDEAO (hors UEMOA)	29,5%	24,5%	32,2%	31,4%	20,0%
Ghana	16,7%	11,1%	18,3%	13,7%	10,8%
Guinée	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%
Nigeria	12,2%	12,9%	13,7%	17,1%	8,4%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,3%	0,2%	0,1%	0,5%	0,4%
CEMAC	10,7%	14,5%	10,6%	10,5%	8,1%
Cameroun	0,9%	0,5%	0,5%	1,9%	1,2%
Congo (Brazzaville)	0,5%	0,7%	0,4%	0,6%	0,7%
Gabon	7,6%	12,2%	9,4%	7,4%	5,8%
Guinée Equatoriale	0,9%	0,4%	0,2%	0,2%	0,1%
République Centrafricaine	0,1%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%
Tchad	0,8%	0,6%	0,2%	0,2%	0,1%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1,7%	1,7%	2,3%	1,2%	3,9%
Afrique du Sud	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Angola	0,4%	0,3%	0,5%	0,2%	0,0%
Maroc	0,5%	0,4%	0,4%	0,2%	2,7%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaire)	0,4%	0,2%	0,4%	0,6%	0,2%
Tunisie	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Autres	0,3%	0,8%	0,9%	0,1%	0,7%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et INSEED

En ce qui concerne l'Asie, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont augmenté de 124,9%, en passant de 39.048 millions en 2014 à 87.821 millions une année plus tard, en relation principalement avec l'accroissement de 34.793 millions des ventes de phosphates vers l'Inde (+28.818 millions) et la Corée du Sud (+5.975 millions). Les ventes de coton (non cardé ni peigné) à destination de ce continent ont également augmenté de 9.135 millions (en passant de 27.049 millions en 2014 à 36.184 millions une année plus tard). Les principales destinations de coton sont le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Viêt Nam.

Les exportations vers l'Europe ont progressé de 47,6%, en passant de 32.538 millions en 2014 à 48.037 millions en 2015. Cette hausse est essentiellement en rapport avec l'augmentation des ventes :

- de cacao pour 14.391 millions, contre 2.234 millions en 2014, en destination de l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et le Pays-Bas ;
- des huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux à destination de la France (10.172 millions en 2015, contre 7.894 millions en 2014).

A destination de l'Amérique, les exportations se sont établies à 16.692 millions en 2015, contre 1.783 millions en 2014, soit un accroissement de 836,1%. L'évolution notée fait suite principalement aux ventes de phosphates vers le Canada (+9.169 millions), l'Uruguay (+1.640 millions) et la Colombie (+1.192 millions).

Les exportations en destination de l'Océanie se sont établies à 642 millions en 2015, contre un niveau nul une année plus tôt, du fait des ventes des ciments hydrauliques et des tubes et tuyaux et leurs accessoires en matières plastiques respectivement en destination de Tuvalu (+641 millions) et des Îles Marshall (+1 million).

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2015, les importations de biens enregistrées en balance des paiements se sont chiffrées à 1.208.487 millions, en progression de 10,5% par rapport aux 1.093.860 millions affichés en 2014.

Les importations de biens représentent 50,0% du PIB nominal, contre 49,4% un an plus tôt.

Tableau 23- Evolution des importations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Marchandises générales	939 734	929 794	1 163 682	1 076 232	1 195 131	11,0%
Or non monétaire	13 347	15 354	18 284	17 627	13 356	-24,2%
IMPORTATIONS DE BIENS	953 081	945 148	1 181 966	1 093 860	1 208 487	10,5%
PIB Nominal (PIB)	1 772 584	1 974 013	2 016 142	2 216 403	2 417 626	9,1%
Importations de biens / PIB	53,8%	47,9%	58,6%	49,4%	50,0%	0,6

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2- Composition des importations de biens

L'évolution des marchandises importées en commerce général se présente comme suit.

Tableau 24- Evolution des marchandises générales importées (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	863 613	938 318	1 222 382	978 654	1 110 822	13,5%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033	19,4%
1.b- Mouvements d'entrepôt	44 364	116 322	256 280	119 515	84 789	-29,1%
1.c- Ajustement de couverture de champ	-11 197	-14 588	0	0	0	-
2- Ajustement (commerce non contrôlé + CEB)	214 300	141 606	136 882	254 163	252 043	-0,8%
2.a- Commerce non contrôlé	142 248	64 048	53 656	159 987	158 946	-0,7%
1.b- CEB	72 052	77 558	83 226	94 176	93 097	-1,1%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	1 077 912	1 079 924	1 359 264	1 232 817	1 362 865	10,5%
4- Reclassification du fret et assurance (1*15,1% à partir de 2015, contre 16% initialement)	-138 178	-150 131	-195 581	-156 585	-167 734	7,1%
Marchandises générales importées (FOB) (3+4)	939 734	929 794	1 163 682	1 076 232	1 195 131	11,0%
PIB Nominal (PIB)	1 772 584	1 974 013	2 016 142	2 216 403	2 417 626	9,1%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	60,8%	54,7%	67,4%	55,6%	56,4%	0,8 (*)

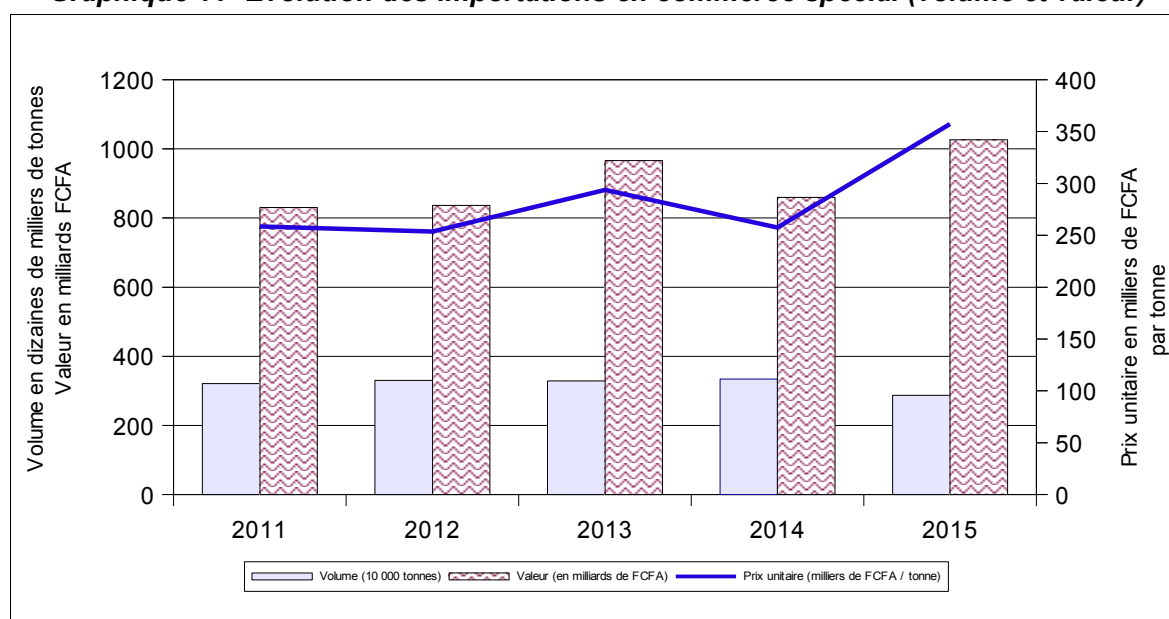
(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2015, les achats de biens extérieurs classés en commerce spécial se sont élevés à 1.026.033 millions, contre 859.139 millions en 2014, soit une hausse de 19,4%.

Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)



Sources : BCEAO et INSEED

Cette progression de la valeur des importations est liée à l'accroissement de 38,9% du prix moyen de la tonne de ces produits qui est passé de 257.384 FCFA en 2014 à 357.380 FCFA en 2015, atténuée par une diminution de 14,0% du volume importé.

Tableau 25- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)

	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Volume (milliers de tonnes)	3 211	3 300	3 289	3 338	2 871	-14,0%
Valeur (millions de FCFA)	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033	19,4%
Prix moyen (FCFA/tonne)	258 588	253 542	293 709	257 384	357 380	38,9%

Sources : BCEAO et INSEED

La hausse de la valeur des importations en 2015 est attribuable aux groupes de produits « *Matières premières et produits semi-finis* », « *Biens d'équipement* » et « *Biens de consommation* », dont les factures CAF ont respectivement progressé de 34,5%, 22,4% et 22,0%. Les importations des « *Energies et lubrifiants* » ont plutôt diminué de 9,1%.

Tableau 26- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Biens de consommation	219 665	235 757	257 950	258 169	315 041	22,0%
Énergies et lubrifiants	138 389	184 851	213 679	160 178	145 522	-9,1%
Matières premières et produits semi-finis	224 037	222 099	276 106	213 856	287 701	34,5%
Biens d'équipement	248 354	193 877	218 367	226 937	277 769	22,4%
Importations en commerce spécial (CAF)	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033	19,4%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.2.2.1.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés ont augmenté en valeur de 22,0% en s'établissant à 315.041 millions en 2015, contre 258.169 millions une année plus tôt. Cette évolution est imputable aux hausses respectives de 15,1% et de 27,5% des importations des sous-groupes « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » et « *Autres produits finis pour la consommation* ».

La part des biens de consommation dans les importations totales a augmenté de 0,7 point de pourcentage, en passant de 30,0% en 2014 à 30,7% en 2015.

Tableau 27- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Alimentation-Boissons-Tabacs	98 637	104 654	117 110	113 037	130 067	15,1%
Autres produits finis pour la consommation	121 028	131 104	140 840	145 132	184 974	27,5%
Total des biens de consommation (1)	219 665	235 757	257 950	258 169	315 041	22,0%
Total importations en commerce spécial (2)	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033	19,4%
Part des biens de consommation dans les importations	26,5%	28,2%	26,7%	30,0%	30,7%	0,7 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.1.1- Alimentation-Boissons-Tabacs

Avec 130.067 millions en 2015 contre 113.037 millions en 2014, la valeur des importations des produits du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » a enregistré une hausse de 15,1%, induite par les importations des produits alimentaires (+16,4%) et de boissons (+24,7%), atténuée par le repli de 17,0% des importations de tabacs.

L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est localisé au niveau des autres produits alimentaires (+85,6%), des viandes (+41,8%), du sucre (+19,8%), du lait (+7,6%). Toutefois, les importations de poissons ont fléchi de 45,6%, alors que celles d'huiles ont plutôt stagné d'une période à l'autre.

La baisse des importations de poissons en 2015 s'expliquerait par l'application stricte de l'arrêté N° 074/12 MAEP/CAB/SG/DE du 23 juillet 2012 réglementant l'importation ou l'exportation sur le marché des denrées alimentaires d'origine animale ou halieutique. Cet arrêté précise, entre autres, les documents obligatoires pour tous les établissements préparant, transformant ou entreposant des produits d'origine animale ou des denrées contenant des produits d'origine animale. En effet, au cours du mois de septembre 2015, une quantité de 24 tonnes de poissons (type tilapia), en provenance d'un pays asiatique, avait été saisie par les Autorités sanitaires du Togo, en raison d'une contamination par des composés chimiques. Cette saisie a conduit à un durcissement des contrôles sanitaires, avec pour conséquence une baisse des importations des produits halieutiques congelés, cumulée à un repli de la demande du fait de la méfiance de la population.

S'agissant du riz, en dépit de la hausse de 8,1% des importations en 2015, en comparaison avec celles de 2014, le niveau des importations de 2013 n'est pas atteint. Cette évolution modérée des importations serait liée aux efforts du Gouvernement togolais dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture. Cette stratégie vise à augmenter la production locale, à travers les divers projets d'aménagement et de réhabilitation de terres agricoles. En particulier, le Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles dans la zone de Mission-Tové (PARTAM), démarré en 2012, s'est assigné comme objectif la réhabilitation de 360 hectares d'un ancien périmètre et l'aménagement d'un nouveau périmètre de 300 hectares, en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté des populations rurales vivant dans la préfecture de Zio, située dans la partie méridionale du Togo. Il faut également signaler qu'en 2015, le Togo a bénéficié d'un concours de EXIMBANK-Chine dans le cadre du Projet d'exploitation de 1.000 hectares de sorgho, maïs et riz, pour un montant de 3.652 millions.

La baisse de 17,0% des importations de tabacs serait consécutive à l'effet des mesures prises par les Autorités pour lutter contre la consommation de tabacs, notamment à travers la loi anti-tabac N°2010-017 du 31 décembre 2010, relative à la production, à la commercialisation, à la consommation des cigarettes et autres produits du tabac. Les trois (3) décrets d'application de cette loi ont été adoptés par le Conseil des ministres du 12 juillet 2012 et ont concerné :

- (i) le décret portant modalités d'application des normes relatives au conditionnement et à l'étiquetage des produits du tabac et ses produits dérivés ;
- (ii) le décret portant interdiction de fumer dans les lieux publics, et
- (iii) le décret portant composition, attributions et fonctionnement du Comité National de Lutte contre le Tabac (CNLT).

En vue d'une application stricte des dispositions contenues dans la loi susvisée, des Organisations Non Gouvernementales (ONG), en particulier l'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE) du Togo, en collaboration avec le Ministère en charge de la Santé, ont entrepris de vastes campagnes de sensibilisation à l'endroit de la population cible et aussi au profit des responsables d'hôtels, des restaurateurs et des tenanciers de bars. De plus, dans le cadre de la poursuite de la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme et la pollution de l'environnement, un relèvement des droits d'accise de 40% à 45% sur les produits du tabac avait été prévu dans la loi de finance au titre de l'année 2013. Ces mesures et dispositions auraient permis de réduire la demande en tabac, et par conséquent les importations de ce produit.

Tableau 28- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14	Contrib. 15/14
Produits alimentaires	87 415	91 214	99 085	100 868	117 436	16,4%	14,7%
Riz	7 559	8 576	12 078	9 623	10 405	8,1%	0,7%
Poissons	14 262	15 432	15 944	13 914	7 573	-45,6%	-5,6%
Viandes	5 526	5 975	5 799	5 913	8 386	41,8%	2,2%
Lait	8 695	8 578	11 890	13 954	15 010	7,6%	0,9%
Sucre	8 679	9 500	10 488	11 113	13 311	19,8%	1,9%
Huiles	8 662	19 296	27 731	27 156	27 120	-0,1%	0,0%
Autres produits alimentaires	34 032	23 856	15 155	19 196	35 632	85,6%	14,5%
Boissons	4 895	6 149	10 066	6 075	7 573	24,7%	1,3%
Tabacs	6 326	7 291	7 959	6 093	5 057	-17,0%	-0,9%
TOTAL	98 637	104 654	117 110	113 037	130 067	15,1%	15,1%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2015 à 184.974 millions, en augmentation de 27,5% par rapport aux 145.132 millions de 2014. Cette hausse est imputable à l'accroissement des importations de tous les groupes de produits : Produits pharmaceutiques (+34,2%), Produits chimiques (+17,5%) et Autres produits manufacturés (+27,6%).

Tableau 29- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Produits pharmaceutiques	36 385	43 420	42 819	44 097	59 171	34,2%
Produits chimiques	22 020	29 689	29 543	30 606	35 948	17,5%
Autres produits manufacturés	62 622	57 995	68 478	70 429	89 856	27,6%
TOTAL	121 028	131 104	140 840	145 132	184 974	27,5%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des importations des produits du groupe « Energie et lubrifiants » s'est élevée à 145.522 millions en 2015, en baisse de 9,1% par rapport aux 160.178 millions de 2014.

Tableau 30- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14	Contrib. 15/14
Pétrole brut	0	0	0	0	0	-	-
Pétrole lampant	8 525	10 715	6 162	5 978	4 830	-19,2%	-0,7%
Essence	25 023	37 882	70 140	44 789	36 909	-17,6%	-4,9%
Gas-oil et fuel-oil	54 787	78 491	79 019	68 614	60 132	-12,4%	-5,3%
Huiles de graissage	7 918	11 208	11 380	10 707	9 337	-12,8%	-0,9%
Butane et autres gaz	3 899	5 495	5 881	6 175	6 068	-1,7%	-0,1%
Bitumes et produits bitumeux	38 171	40 491	36 831	19 671	26 296	33,7%	4,1%
Autres	67	569	4 267	4 244	1 949	-54,1%	-1,4%
Total valeurs (1)	138 389	184 851	213 679	160 178	145 522	-9,1%	-9,1%
Volume (tonne)	521 978	545 025	600 084	552 355	687 564	24,5%	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	265 125	339 160	356 081	289 990	211 648	-27,0%	-
Total importations en commerce spécial (2)	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033	19,4%	-
Part dans les importations (1) / (2)	16,7%	22,1%	22,1%	18,6%	14,2%	-4,5 ^(*)	-

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

La baisse des importations de produits pétroliers est essentiellement attribuable à la diminution des achats d'essence (-17,6%), de Gas-oil et fuel-oil (-12,4%), à la faveur du repli des prix de cession de ces produits. En effet, le prix du baril de pétrole sur le marché international a connu un recul de 35,4% en 2015, en comparaison avec 2014.

Toutefois, les importations de bitumes et de produits bitumeux ont augmenté de 33,7% en 2015, en relation avec le lancement et la poursuite de certains travaux d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures routières, notamment les tronçons (ou routes) Atakpamé-Blitta, Blitta-Aouda, Tsévié-Tabligbo, Dapaong-Naki Est-Borgou-Mandouri, Kpélé Govié-Patatoukou, Adagali-Atakpamé, ainsi que le Grand contournement et les routes de la ville de Lomé.

La part des produits pétroliers dans les importations totales s'est située à 14,2%, contre 18,6% l'année précédente, soit un repli de 4,5 points de pourcentage.

1.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se sont chiffrés à 287.701 millions en 2015, contre 213.856 millions en 2014, soit une hausse de 34,5%. Cette évolution est induite par la progression des importations de produits semi-finis (+56,9%), en rapport avec la progression de la demande intérieure de produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et acier, etc. Toutefois, les importations de matières premières ont fléchi de 23,9%, principalement imputables au clinker (-41,8%).

La baisse sensible des achats à l'étranger de clinker fait suite à l'augmentation de l'offre intérieure de ce produit, avec l'entrée en production depuis fin 2014 d'une nouvelle usine de production de clinker.

Tableau 31- Evolution des importations des matières premières (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Matières premières	43 825	53 369	61 794	59 270	45 123	-23,9%
<i>Dont blé</i>	14 371	15 212	19 078	16 565	17 072	3,1%
<i>clinker</i>	27 528	38 157	40 106	40 094	23 337	-41,8%
Produits semis-finis	180 211	168 730	214 312	154 587	242 579	56,9%
<i>Dont produits sidérurgiques</i>	126 491	116 912	149 956	124 146	177 303	42,8%
<i>autres matériaux de construction</i>	6 611	4 709	12 283	11 368	22 437	97,4%
TOTAL	224 037	222 099	276 106	213 856	287 701	34,5%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.4- Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement s'élèvent en 2015 à 277.769 millions, contre 226.937 millions en 2014, soit une augmentation de 22,4%.

Le niveau des biens d'équipement est imputable aux importations de grues de portiques, de chariots-grues, aux importations de motocycles, de véhicules à usage touristique ainsi que de bulldozers, d'angledozers, de scrapers, d'excavateurs, de compacteuses, de groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, etc.

La hausse enregistrée au niveau des produits finis pour l'agriculture s'explique par les importations effectuées dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA). Ces importations concernent les machines et outils pour les cultures agricoles, horticoles et sylvicoles.

La proportion de ces biens dans les importations totales est en hausse de 0,7 point de pourcentage, passant de 26,4% en 2014 à 27,1% en 2015.

Tableau 32- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Produits finis pour l'agriculture	2 302	418	2 051	2 065	6 868	232,6%
Produits finis pour l'industrie	246 052	193 459	216 316	224 871	270 901	20,5%
Biens d'équipement (1)	248 354	193 877	218 367	226 937	277 769	22,4%
Total importations en commerce spécial (2)	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033	19,4%
Part des biens d'équipement dans les importations	29,9%	23,2%	22,6%	26,4%	27,1%	0,7 ^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.2- Mouvements d'entrepôts⁷

Un ensemble de dispositions légales, qui dérogent en tout ou partie au droit douanier, ont été prévues pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation.

⁷ Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se sont chiffrés en 2015 à 84.789 millions, en baisse de 29,1% par rapport aux 119.515 millions de 2014.

I.1.2.2.3- Ajustements de couverture de champ

Les ajustements, opérés sur les importations CAF en commerce général en 2015, ont porté sur 252.043 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (+93.097 millions) et le commerce non contrôlé (+158.946 millions), tels que détaillés dans l'encadré 1, relatif aux ajustements des exportations et importations de biens (Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements).

I.1.2.2.4- Importations d'or non monétaire

En 2015, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier, tout comme en 2014.

Cependant, le coût d'achat des réexportations de cette matière a été estimé à 15.694 millions en 2015, contre 20.712 millions en 2014, portant ainsi les importations totales d'or non monétaire à 13.356 millions. En effet, l'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire a été faite sur la base des données déclarées par les services douaniers au titre des réexportations de ce produit. Un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les ré-exportateurs qui se chiffre à 17,5%.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations

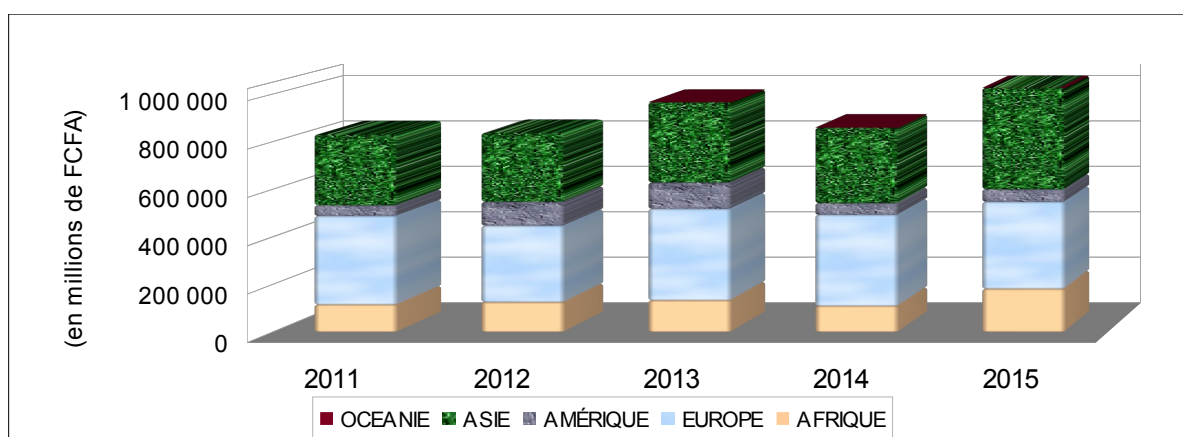
En 2015, les principaux continents fournisseurs de biens au Togo sont l'Asie (41,6%) et l'Europe (35,6%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 17,7% et 5,1% respectivement.

Tableau 33- Répartition des importations par zone géographique (en millions)

	2011	Part / total	2012	Part / total	2013	Part / total	2014	Part / total	2015	Part / total	Var 15/14
EUROPE	372 549	44,9%	321 326	38,4%	384 154	39,8%	382 904	44,6%	365 549	35,6%	-4,5%
AFRIQUE	114 834	13,8%	125 082	15,0%	133 018	13,8%	109 149	12,7%	181 360	17,7%	66,2%
AMÉRIQUE	44 766	5,4%	100 428	12,0%	110 545	11,4%	49 261	5,7%	52 410	5,1%	6,4%
ASIE	298 296	35,9%	289 748	34,6%	337 846	35,0%	317 188	36,9%	426 627	41,6%	34,5%
OCEANIE	-	-	-	-	538	0,1%	637	0,1%	88	0,0%	-86,2%
TOTAL	830 445	100,0%	836 584	100,0%	966 101	100,0%	859 139	100,0%	1 026 033	100,0%	19,4%

Sources : BCEAO et INSEED

Graphique 12- Répartition des importations par zone géographique (en millions)



Sources : BCEAO et INSEED

En 2015, les importations en provenance de l'Europe ont diminué de 4,5%, en passant de 382.904 millions en 2014 à 365.549 millions une année plus tard. Elles sont essentiellement constituées :

- d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Lettonie, du Pays-Bas et de la Russie ;
- des médicaments de l'Autriche, de la Belgique, de la France et de la Suisse ;
- du clinker de l'Espagne et de la Grèce ;
- des machines, appareils et engins mécaniques ainsi que des parties de ces machines ou appareils de l'Allemagne, de la Belgique, de la Finlande, de la France et de l'Ukraine ;
- des voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie et du Pays-Bas ;
- du lait et de la crème de lait de l'Irlande, du Pays-Bas et de la Pologne ;
- des articles de friperie de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Pologne.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2015, des marchandises pour 426.627 millions, contre 317.188 millions en 2014, en hausse de 34,5%. Elles se sont rapportées :

- au riz de l'Inde, du Japon, du Pakistan et de la Thaïlande ;
- aux matières plastiques et ouvrages en ces matières de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis, de la Chine, de la Corée du Sud, du Qatar, de la Thaïlande et du Koweït ;
- aux tissus de coton, aux barres de fer ou acier non allié, aux véhicules automobiles pour le transport de marchandises, aux motos, aux chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc, ainsi qu'aux postes téléphoniques (y compris les téléphones pour réseaux cellulaires) de la Chine ;
- aux filaments synthétiques ou artificiels, ainsi qu'aux véhicules du tourisme du Japon ;
- aux huiles de palme de l'Indonésie et de la Malaisie ;
- aux huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux des Emirats Arabes Unis, de la Corée du Sud, de l'Inde et du Singapour.

Les échanges en provenance de l'Océanie se sont établis à 88 millions en 2015, contre 637 millions en 2014, en repli de 86,2%. Ils se sont rapportés, pour l'essentiel, aux machines, appareils et engins mécaniques ainsi qu'aux parties de ces machines ou appareils des Îles Mariannes du Nord.

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 49.261 millions en 2014 à 52.410 millions en 2015, en hausse de 6,4%. Ces importations ont principalement concerné :

- le sucre du Brésil ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux des Etats-Unis ;
- le blé du Canada et des Etats-Unis ;
- les machines, appareils et engins mécaniques ainsi que les parties de ces machines ou appareils du Brésil et des Etats-Unis ;
- les médicaments de l'Argentine ;
- les engrais minéraux ou chimiques du Canada.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations ont augmenté de 66,2%, en passant de 109.149 millions à 181.360 millions d'une année à l'autre.

Elles ont concerné :

- les poissons congelés de l'Angola, du Ghana, de la Guinée-Bissau, du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, du gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, ainsi que les houilles de l'Afrique du Sud, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Maroc et du Sénégal ;
- les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium du Maroc ;
- les barres en fer ou en aciers de la Côte d'Ivoire et du Ghana ;
- les farines de froment (blé) du Ghana ;
- les engrais minéraux ou chimiques de la Libye et du Maroc ;
- les cigares et cigarettes de la Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Sénégal ;
- les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité de l'Afrique du Sud, de la Tunisie et du Sénégal ;
- les savons de la Côte d'Ivoire.

En 2015, les principaux partenaires du Togo en Afrique, sont :

- l'Afrique du Sud (27,8%), avec les houilles, briquettes et combustibles solides similaires de houille, les polymères de propylène, les produits laminés en fer ou en acier non alliés, les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les voitures de tourisme et autres véhicules de transport de personnes, les huiles non brutes de pétrole ou minéraux, les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité, les accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons), en cuivre, les constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres), ainsi que les groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques ;

- le Ghana (19,0%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, les farines de froment (blé) et les barres en fer ou aciers non alliés, les carreaux et revêtements de sol, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords) en matières plastiques, l'alcool éthylique, les poissons congelés ainsi que les tomates préparées ou conservées ;
- la Côte d'Ivoire (13,1%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les huiles de palme et les cokes de pétrole, les bitumes de pétrole, les pâtes alimentaires, les cigares et cigarettes, les savons, les tissus de coton, ainsi que des barres en fer ou en acier ;
- le Maroc (12,8%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les engrais minéraux ou chimiques, les poissons congelés, les boîtes, sacs, pochettes et autres emballages en papier et carton, les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, les pâtes alimentaires, les fils et câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité ;
- la Guinée-Bissau (4,5%), avec les poissons congelés ;
- le Nigeria (4,3%), avec le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, les cigares et cigarettes, les articles de ménage ainsi que les chaussures ;
- le Sénégal (4,1%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les cigares et cigarettes, des poissons congelés, des poissons séchés et salés, ainsi que les fils et câbles pour l'électricité.

Tableau 34- Proportion des importations en provenance d'Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
UEMOA	34,9%	31,4%	34,1%	36,6%	26,4%
Bénin	3,3%	2,7%	4,0%	6,2%	2,7%
Burkina	0,6%	0,6%	0,3%	0,5%	1,7%
Côte d'Ivoire	22,8%	20,5%	19,0%	18,4%	13,1%
Guinée-Bissau	3,7%	2,3%	5,6%	6,2%	4,5%
Mali	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,3%
Niger	0,1%	0,0%	0,4%	0,1%	0,0%
Sénégal	4,5%	5,2%	4,3%	5,1%	4,1%
CEDEAO (hors UEMOA)	26,1%	37,4%	41,5%	34,3%	23,4%
Ghana	17,3%	29,2%	35,2%	28,5%	19,0%
Nigeria	8,0%	6,8%	6,0%	5,8%	4,3%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,8%	1,4%	0,4%	0,0%	0,0%
CEMAC	0,5%	0,8%	3,4%	0,3%	0,5%
Cameroun	0,5%	0,8%	3,2%	0,3%	0,4%
Congo (Brazzaville)	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	38,5%	30,4%	21,0%	28,9%	49,8%
Afrique du Sud	18,0%	14,2%	7,1%	13,9%	27,8%
Egypte	2,5%	2,6%	3,0%	2,9%	1,9%
Maroc	4,8%	6,7%	7,7%	8,3%	12,8%
Mauritanie	5,5%	4,4%	0,2%	1,6%	3,3%
Mozambique	2,5%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Seychelles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	1,2%	1,2%	1,0%	1,5%	1,2%
Autres	4,1%	0,2%	1,9%	0,7%	2,8%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et INSEED

Encadré 4 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2015 (en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 636	7 491	11	34 652	63 780	886	11 988	122 445
	Burkina	5 133		14 351	0	26 042	20 380	3 478	23 710	93 092
	Côte d'Ivoire	40 915	316 217		459	278 503	54 835	75 580	146 507	913 016
	Guinée-Bissau	0	0	0		0	0	3 770	0	3 770
	Mali	8 649	44 467	90 694	124		10 905	92 068	10 072	256 979
	Niger	17 203	18 545	7 678	0	27 555		788	3 425	75 194
	Sénégal	14 943	27 074	77 971	48 160	260 015	15 270		18 181	461 614
	Togo	114 737	86 161	27 101	1 278	27 677	44 440	8 594		309 986
	UEMOA	201 579	496 100	225 286	50 031	654 444	209 610	185 162	213 882	2 236 095

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2015, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 309.986 millions, contre 350.086 millions en 2014.

Les importations du Togo en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 213.882 millions, contre 225.680 millions en 2014.

La balance commerciale du Togo avec les pays de l'UEMOA est ainsi ressortie excédentaire de 96.104 millions, contre un excédent de 124.406 millions enregistré en 2014.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Le poste « Services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo a dégagé en 2015 un solde excédentaire de 67.824 millions, contre 31.067 millions en 2014. Cette évolution est principalement due à l'amélioration du solde excédentaire des autres services, en particulier les autres services fournis aux entreprises.

Tableau 35- Evolution de la balance des services (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Transports	-20 875	-49 716	-54 959	-37 450	-36 668	-2,1%
Voyages	19 012	39 668	39 636	41 659	45 120	8,3%
Autres services	18 480	18 048	22 555	26 858	59 372	121,1%
Balance des services	16 617	8 000	7 232	31 067	67 824	118,3%

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport. Les activités connexes au transport concernent notamment la manutention du fret non facturée avec le service de fret, l'emménagement et entreposage, l'emballage, ainsi que le remorquage.

Le solde, structurellement déficitaire, s'est amélioré de 2,1% en s'établissant à -36.668 millions en 2015, contre -37.450 millions en 2014, en liaison notamment avec les hausses respectives de 15,4% et 9,3% des soldes excédentaires des « Autres transports » et « Passagers ». L'aggravation de 7,6% du déficit du fret, en particulier le fret maritime, est liée à l'accroissement des importations de marchandises.

Tableau 36- Evolution du solde des transports (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Transports	-20 875	-49 716	-54 959	-37 450	-36 668	-2,1%
- Passagers	41 095	42 494	46 907	44 184	48 287	9,3%
- Fret	-89 354	-127 611	-140 840	-118 632	-127 653	7,6%
- Fret maritime	-106 331	-143 981	-158 165	-133 097	-142 574	7,1%
- Fret aérien	21 511	13 882	14 744	11 788	12 158	3,1%
- Autres	-4 534	2 488	2 581	2 677	2 762	3,2%
- Autres transports	27 384	35 401	38 975	36 998	42 697	15,4%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2015 un excédent de 45.120 millions, en hausse de 8,3% par rapport aux 41.659 millions de 2014. Cette évolution est imputable à la progression du solde des recettes nettes effectuées, aussi bien à titre professionnel (+5,2%) que personnel (+13,3%).

En particulier, la hausse de 2.126 millions des recettes nettes de voyage à titre personnel, en 2015 par rapport à 2014, est principalement portée par la progression de 2.582 millions des autres types de voyage à titre personnel. Ces derniers types de voyage sont composés de tourisms, des vacances, des visites à des amis ou à des parents, des participations à des activités à caractère récréatif ou culturel, etc.

D'une façon générale, l'activité touristique a connu un important essor ces dernières années au Togo. En effet, le solde des « autres types de voyage à titre personnel » est passé de 5.578 millions en 2011 à 18.959 millions en 2015, soit une amélioration de 13.281 millions, sur la période. Ce résultat traduit l'effort entrepris par le Togo pour la promotion du tourisme.

En outre, il faut relever que les Autorités togolaises veulent faire du secteur du tourisme un des leviers dans la lutte contre la pauvreté et la création d'emploi. Ainsi, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, en collaboration avec l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le pays a validé son plan directeur de développement et d'aménagement touristiques, en juillet 2014. En effet, le processus d'élaboration de ce plan directeur a été lancé en août 2013 par le Ministre en charge du Tourisme et le Directeur du Programme régional de l'Organisation Mondiale du Tourisme pour l'Afrique. Il a comporté deux (2) phases. La première s'est achevée en février 2014, avec la validation des rapports établissant le bilan de la situation actuelle du tourisme et proposant les orientations stratégiques provisoires. La deuxième phase a permis de finaliser les orientations stratégiques et de définir des programmes d'actions qui constituent le plan directeur de développement et d'aménagement touristiques, et a été validée en juillet 2014. Ce plan devra consolider les instruments de planification existants et servira désormais à orienter toute action d'intervention dans le secteur, en vue de mettre en valeur toutes les potentialités touristiques du Togo.

D'autres actions auraient également milité en faveur de la promotion touristique au Togo en 2015. Il s'agit notamment de :

- l'initiative « Woézon » de l'ONG « Vision Solidaires », en faveur de la diaspora togolaise, à l'entrée sur le territoire togolais. En effet, le Conseil des ministres, en date du 02 juillet 2014, a pris une décision pour permettre à la diaspora togolaise ayant acquis des nationalités étrangères de rentrer et sortir du Togo sans visa.

Ainsi, pour rentrer sur le territoire national et bénéficier de la mesure d'exemption de visa, ces voyageurs devront présenter leur passeport obtenu dans le pays d'accueil, accompagné, soit d'un passeport togolais en cours de validité ou au minimum d'une carte d'identité nationale en cours de validité ou d'une carte consulaire dûment délivrée par un consulat du Togo, ou encore de tout autre document pouvant prouver leur origine togolaise. Cette mesure a été effective depuis juillet 2014, avec une grande ampleur en 2015 ;

- l'augmentation de la capacité d'accueil des voyageurs, et en particulier les touristes, avec la mise en service en 2015, d'un groupe hôtelier, à trois étoiles, en bordure de mer à Lomé, pour une capacité d'accueil de 131 chambres, dont 4 suites.

Tableau 37- Evolution du solde des voyages (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Voyages	19 012	39 668	39 636	41 659	45 120	8,3%
à titre professionnel	12 772	24 033	24 324	25 652	26 988	5,2%
à titre personnel	6 240	15 635	15 312	16 006	18 132	13,3%
- Santé	-63	-32	126	130	152	16,7%
- Education	725	668	157	-401	-979	144,1%
- Autres	5 578	14 999	15 029	16 277	18 959	16,5%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2015 par un excédent de 59.372 millions, soit un accroissement de 121,1% par rapport à l'excédent de 26.858 millions de 2014, suite aux effets conjugués des évolutions ci-après :

- amélioration du solde des autres services fournis aux entreprises (+201,4%), notamment les services techniques et autres services liés au commerce international, essentiellement réalisés par la société Lomé Container Terminal (LCT) SA.

En effet, la société LCT a commencé ses activités en octobre 2014 et a pour vocation, notamment : (i) le management portuaire, la gestion de terminal, tout type de services logistiques et internationaux, (ii) la manutention portuaire et tous types de services logistiques portuaires, l'acconage, le dépotage, l'emportage, l'emmagasinage, les déménagements et tous services connexes, la consignation et le stockage, (iii) l'exploitation de services maritimes et de transbordement régional, continental et mondial vers et en provenance de tous les points du globe via Lomé, etc. ;

- hausse du solde des services fournis ou reçus par les administrations publiques (+7,9%) ;
- repli du déficit des services de BTP (-57,8%) ;
- régression du solde des services de télécommunications, informatique et information (-4,1%) ;
- dégradation du solde des services d'assurance (+8,4%) ;

- diminution du solde excédentaire des services financiers (-89,3%).

Tableau 38- Evolution du solde des autres services (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Autres services	18 480	18 048	22 555	26 858	59 372	121,1%
Services de BTP	-3 579	-3 656	-2 988	-2 804	-1 184	-57,8%
Services d'assurance	-20 301	-20 939	-19 934	-20 194	-21 898	8,4%
Services financiers	6 316	8 715	5 042	3 467	370	-89,3%
Services de télécommunications, informatique et information	8 944	1 307	3 839	5 191	4 981	-4,1%
Services fournis ou reçus par les APU	18 145	24 245	23 929	24 328	26 253	7,9%
Autres services aux entreprises	8 956	8 377	12 667	16 869	50 850	201,4%

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 19,3% en passant de 241.699 millions en 2014 à 288.356 millions en 2015, en liaison avec l'effet conjugué des évolutions suivantes :

- hausse des recettes des autres services (+44,1%), du fait de l'accroissement des autres services fournis aux entreprises, en particulier dans le domaine portuaire, au profit des non-résidents ;
- accroissement des recettes issues du transport (+9,6%), essentiellement les autres transports (+13,8%) et les passagers (+8,0%) ;
- progression des recettes provenant des voyages (+8,6%), aussi bien ceux effectués à titre professionnel (+8,3%) qu'à titre personnel (+8,9%).

Tableau 39- Evolution des exportations de services (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Transports	112 281	105 682	114 688	109 941	120 493	9,6%
- Passagers	52 220	48 681	53 461	53 422	57 709	8,0%
- Fret	28 097	16 467	17 421	14 558	15 024	3,2%
- Autres transports	31 964	40 534	43 807	41 961	47 760	13,8%
Voyages	46 123	56 790	61 970	61 879	67 193	8,6%
- à titre professionnel	34 750	28 107	30 107	30 411	32 924	8,3%
- à titre personnel	11 373	28 683	31 863	31 468	34 268	8,9%
Autres services	81 658	71 193	63 436	69 878	100 671	44,1%
Exportations de services	240 063	233 665	240 095	241 699	288 356	19,3%

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Les importations de services ont progressé de 4,7% en passant de 210.632 millions en 2014 à 220.532 millions une année plus tard.

Les transports constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret.

En 2015, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 142.677 millions, en accroissement de 7,1% par rapport à 2014, en liaison avec la hausse des importations. Cet accroissement a été accentué par la progression de 2,0% des transports de passagers.

Les autres services de transports ont plutôt affiché une diminution de 0,7% en passant de 4.673 millions en 2014 à 4.643 millions un an plus tard.

Les dépenses de voyage se sont situées à 22.072 millions, en augmentation de 9,2% par rapport aux 20.221 millions de 2014, liée essentiellement à l'accroissement, d'une part, des missions et voyages d'affaires à l'étranger et, d'autre part, des séjours de loisirs et de vacances à l'étranger.

Les importations des autres services ont régressé de 4,0%, passant de 43.020 millions en 2014 à 41.299 millions une année plus tard, en liaison avec :

- les services de télécommunications, d'informatique et d'information, dans le cadre des assistances techniques, ainsi que de la diversification des services bancaires ;
- des autres services fournis aux entreprises, notamment les services de recherche et de développement ainsi que de conseil en gestion ;
- les services de construction.

Tableau 40- Evolution des importations de services (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Transports	133 156	155 398	169 647	147 391	157 161	6,6%
- Passagers	11 125	6 187	6 554	9 238	9 421	2,0%
- Fret	117 451	144 078	158 261	133 190	142 677	7,1%
- Autres transports	4 490	4 686	4 612	4 673	4 643	-0,7%
Voyages	27 112	17 122	22 335	20 221	22 072	9,2%
- à titre professionnel	21 978	4 074	5 783	4 759	5 936	24,7%
- à titre personnel	5 134	13 048	16 552	15 461	16 136	4,4%
Autres services	63 178	53 145	40 881	43 020	41 299	-4,0%
Importations de services	223 446	225 665	232 863	210 632	220 532	4,7%

Source : BCEAO

I.3- COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire est constitué essentiellement de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2015, il est ressorti excédentaire de 83.149 millions, contre 22.791 millions en 2014, soit une expansion de 264,8%. Cette situation est en rapport avec l'amélioration de 59.052 millions du solde des revenus des investissements, cumulée à la hausse de 10,1% du solde de la rémunération des salariés. Quant au solde excédentaire des autres revenus primaires, il a plutôt connu un repli de 1,5%, dans l'intervalle d'un an.

Tableau 41- Evolution des revenus primaires (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Rémunération des salariés	9 702	11 166	11 080	13 737	15 130	10,1%
Revenus des investissements	92 274	-11 415	-1 887	3 182	62 234	1 856,0%
Autres revenus primaires	8 225	3 300	3 281	5 873	5 786	-1,5%
Revenus primaires	110 202	3 051	12 474	22 791	83 149	264,8%

Source : BCEAO

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux et, d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 15.130 millions en 2015, en hausse de 10,1% par rapport aux 13.737 millions enregistrés en 2014. Cette évolution est en liaison avec l'accroissement des paiements effectués par les organismes internationaux et les ambassades aux résidents, suite à la hausse des sollicitations des prestations.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers des résidents placés à l'étranger.

En 2015, ces opérations se sont soldées par un excédent de 62.234 millions, contre un excédent de 3.182 millions en 2014, en liaison principalement avec l'accroissement des paiements d'intérêts reçus par des holdings bancaires au Togo au titre des investisseurs directs à l'étranger.

Le solde des revenus des investissements de portefeuille s'est situé à 8.716 millions, contre 14.364 millions en 2014, en diminution de 39,3%, suite à un fléchissement des revenus issus des intérêts perçus des placements effectués par les entités bancaires résidentes à l'étranger, conjugué à un accroissement des intérêts versés par l'Administration sur les émissions des titres publics (bons et obligations), sur le marché financier régional de l'UEMOA.

Quant au solde des revenus des autres investissements, il a augmenté de 2,2%, en rapport avec la hausse des intérêts perçus, notamment sur les prêts et crédits commerciaux.

Tableau 42- Evolution des revenus des investissements (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Revenus des investissements directs	81 576	-27 238	-22 343	-19 408	45 109	-332,4%
Revenus des investissements de portefeuille	7 044	7 407	11 754	14 364	8 716	-39,3%
Revenus des autres investissements	3 655	8 416	8 702	8 225	8 409	2,2%
Revenus des investissements	92 274	-11 415	-1 887	3 182	62 234	1 856,0%

Source : BCEAO

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations ainsi que des subventions.

Les entrées nettes des autres revenus primaires se situent à 5.786 millions en 2015, contre 5.873 millions en 2014, en liaison principalement avec le léger repli des paiements effectués par les non-résidents au titre des droits et taxes portuaires.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

Le compte de revenu secondaire se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte des revenus secondaires s'est établi en 2015 à 187.264 millions, en progression de 18,4% par rapport aux 158.163 millions enregistrés en 2014, du fait de la hausse, aussi bien du solde des administrations publiques que celui des revenus des autres secteurs.

Tableau 43- Evolution des revenus secondaires (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Administrations Publiques	41 088	42 640	42 535	41 868	44 640	6,6%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	41 088	42 640	42 535	41 868	44 640	6,6%
Autres secteurs	86 569	81 003	87 065	116 296	142 624	22,6%
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	61 973	86 601	97 325	121 487	147 046	21,0%
<i>Autres transferts courants</i>	24 596	-5 598	-10 260	-5 191	-4 422	-14,8%
Revenu secondaire	127 657	123 643	129 600	158 163	187 264	18,4%

Source : BCEAO

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les transferts courants divers des administrations publiques.

Ces transferts ont progressé de 6,6% en passant de 41.868 millions en 2014 à 44.640 millions en 2015. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement, notamment les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants autres que ceux destinés aux investissements, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux et religieux, etc.

Ces opérations ont augmenté de 22,6% en s'établissant à 142.624 millions en 2015, contre 116.296 millions en 2014, du fait de la hausse de 21,0% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants⁸. En effet, entre les deux (2) années, les réceptions de fonds des travailleurs migrants ont progressé de 1,3%, alors que les émissions se sont inscrites en diminution de 7,3%.

⁸ Sur la base des informations obtenues auprès des sociétés de transferts d'argent en 2015 et de l'estimation faite des transferts informels, les réceptions de fonds s'élèvent à 186.974 millions et les émissions à 39.389 millions.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 159.393 millions, contre 157.538 millions l'année précédente, en hausse de 1,2%, en liaison avec la mobilisation conséquente des ressources extérieures, enregistrée au cours de l'année sous revue.

II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2014 n'a enregistré aucune acquisition ni de cession d'actifs non financiers non produits, tout comme l'année précédente.

II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2015, ils ont progressé de 1,2% en s'établissant à 159.393 millions, contre 157.538 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués à 62.447 millions, contre 61.619 millions en 2014, portant sur les dons en espèces et en nature mobilisés notamment dans le cadre :

- de la mise en œuvre du Projet Eau et Assainissement au Togo, phase 1 (PEAT 1) pour les villes d'Atakpamé, Dapaong et Lomé, dans le cadre du 11^{ème} Fonds Européen de Développement (FED) ;
- de la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose au Togo pour la période 2015-2017 ;
- du Projet de construction des deux (2) ponts sur les fleuves de Kara et Koumongou, dans la partie septentrionale du pays ;
- de la construction du nouveau siège de l'Assemblée Nationale Togolaise ;
- de la construction d'un nouveau complexe sanitaire dénommé Hôpital de l'Espérance ;
- de la construction des nouveaux locaux de l'Institut Confucius ;
- du financement de la réalisation des infrastructures de réseau et de matériel informatique dans le cadre du « Projet d'Appui au Développement des Technologies de l'Information et de la Communication » (PADTICE), mis en œuvre dans les États membres de l'UEMOA ;
- du renforcement de capacités par la formation et un don de véhicules dans le cadre du projet d'appui au Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix au Togo (CEOMP) ;
- du financement relatif à la mise en œuvre d'un programme de formation et de renforcement des capacités des autorités administratives, traditionnelles et celles des collectivités locales dans le cadre du processus électoral 2015 au Togo ;
- de l'installation d'une unité mobile médicalisée, dans le cadre d'un projet régional de prévention et de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PACTE-VIH) ;

- du financement des activités de sensibilisation des médias dans le cadre du « Projet d'appui à la consolidation d'une infrastructure durable de paix au Togo » ;
- de la construction et l'équipement d'un centre de santé à Kpémé, en réponse à la demande de l'Action Solidaire pour un Développement Entretenu à la Base (ASDEB) ;
- du projet d'extension du réseau de distribution et d'installation de bornes fontaines qui sont une initiative du Comité Villageois de Développement (CVD) de Zanguéra ;
- du financement de la mise en place d'un système solaire destiné à renforcer les besoins en énergie électrique.

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 96.946 millions, contre 95.919 millions en 2014, suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès de partenaires, dans le cadre de projets sociaux tels que la construction de bâtiments scolaires et de ponts, la confection des bancs scolaires, le financement d'activités relatives à la prévention des conflits et à la promotion de la paix en période électorale, etc.

Tableau 44- Evolution du compte de capital (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	-291	-1 340	-1 275	0	0	-
Transferts de capital	130 752	147 491	156 883	157 538	159 393	1,2%
<i>Administration publique</i>	48 148	63 066	62 786	61 619	62 447	1,3%
<i>dont Remises de dette</i>	0	0	0	0	0	-
<i>Autres secteurs</i>	82 604	84 425	94 098	95 919	96 946	1,1%
Solde du compte de capital	130 461	146 151	155 608	157 538	159 393	1,2%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier⁹, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2015, par un passif net de 225.472 millions, contre un actif net de 9.845 millions en 2014.

Cette évolution est essentiellement liée à celle des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Tableau 45- Evolution du solde du compte financier (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14	
						Relative	Absolue
Investissements directs	252 994	152 552	-100 893	150 571	53 678	-64,4%	-96 893
Investissements de portefeuille	17 165	-115	39 252	68 358	-75 482	-210,4%	-143 840
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	-	0
Autres investissements	-317 422	-136 230	-102 569	-209 084	-203 668	-2,6%	5 416
Solde du compte financier	-47 263	16 207	-164 210	9 845	-225 472	-2 390,2%	-235 317

Source : BCEAO

III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2015, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une sortie nette de 53.678 millions, contre une sortie nette de 150.571 millions l'année précédente. Cette situation est liée à des prises de participation essentiellement au niveau d'un holding financier à l'étranger.

En effet, au regard des résultats de l'Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs (ECID) au titre de l'année 2015, les sorties nettes de capitaux ont principalement porté sur la branche « Intermédiation financière, assurance et retraite » (106,7%). Cependant, des entrées nettes de capitaux ont été relevées au niveau des « Transports, entreposage » pour 3,0%, du « Commerce de gros et de détail » pour 2,6% et de la « Communication » pour 2,0%.

Les principaux pays à l'origine de ces sorties nettes sont le Nigeria et l'Afrique du Sud.

III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2015, ces investissements se sont établis à -75.482 millions, contre +68.358 millions une année plus tôt, traduisant un endettement net de 143.840 millions. En effet, au cours de l'année sous revue, les sollicitations nettes des banques établies dans les autres pays de l'UEMOA, par le Trésor public togolais, sur le marché régional des titres publics se sont chiffrées à 105.208 millions, contre 203 millions en 2014.

⁹ Optique BCEAO (Annexe 4)

III.3- DÉRIVÉS FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers liés à un autre instrument financier, un indicateur ou un produit spécifique. Ils sont utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2015, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir/à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est ressorti avec un désendettement net de 5.416 millions, en passant d'un passif net de 209.084 millions en 2014 à un passif net de 203.668 millions en 2015. Cette évolution est la résultante des opérations ci-après :

- une hausse de 12.630 millions de sorties nettes de capitaux sur les opérations en attente de règlement avec les non-résidents, liée à une réduction des engagements des résidents ;
- un accroissement de 2.132 millions des prêts contractés à l'extérieur, notamment par l'Administration publique ;
- une baisse de 9.638 millions des dépôts détenus à l'extérieur.

S'agissant en particulier des prêts contractés par l'Administration publique, les principaux projets financés ont principalement concerné :

- la réhabilitation et le renforcement du tronçon Atakpamé-Blitta ;
- la réhabilitation et le renforcement de la route Tsévié-Tabligbo ;
- l'aménagement et le bitumage du Grand contournement et des routes de Lomé ;
- l'aménagement et le bitumage de la route Dapaong-Naki Est-Borgou-Mandouri ;
- la réhabilitation de la route Kpélé Govié-Patatoukou ;
- la réhabilitation et le renforcement du tronçon Blitta-Aouda ;
- l'aménagement et le bitumage de la route Kabou-Guérin kouka ;
- la réhabilitation du tronçon Adagali-Atakpamé ;
- l'électrification rurale ;
- le renforcement et l'extension du réseau électrique de distribution de Lomé et des villes de l'intérieur ;
- l'exploitation de 1.000 hectares de sorgho, maïs et riz ;
- le développement rural intégré (PDRI) de la plaine de Mô ;
- l'hydraulique villageoise dans les régions des Plateaux et Maritime ;
- l'acquisition et de gestion de matériels agricoles.

Tableau 46- Evolution des autres investissements (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14	
						Relative	Absolue
Autres titres de participation	0	0	-28	-4	-4	0,0%	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	52 597	-39 876	-11 567	1 829	-7 809	-526,9%	-9 638
Prêts	-12 938	-8 790	-6 125	-120 804	-118 672	-1,8%	2 132
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	482	195	537	0	549	-	549
Crédits commerciaux et avances	-217 302	-94 299	-95 690	-98 974	-99 230	0,3%	-256
Autres comptes à recevoir/ à payer	-140 261	6 540	10 304	8 868	21 498	142,4%	12 630
Total	-317 422	-136 230	-102 569	-209 084	-203 668	-2,6%	5 416

Source : BCEAO

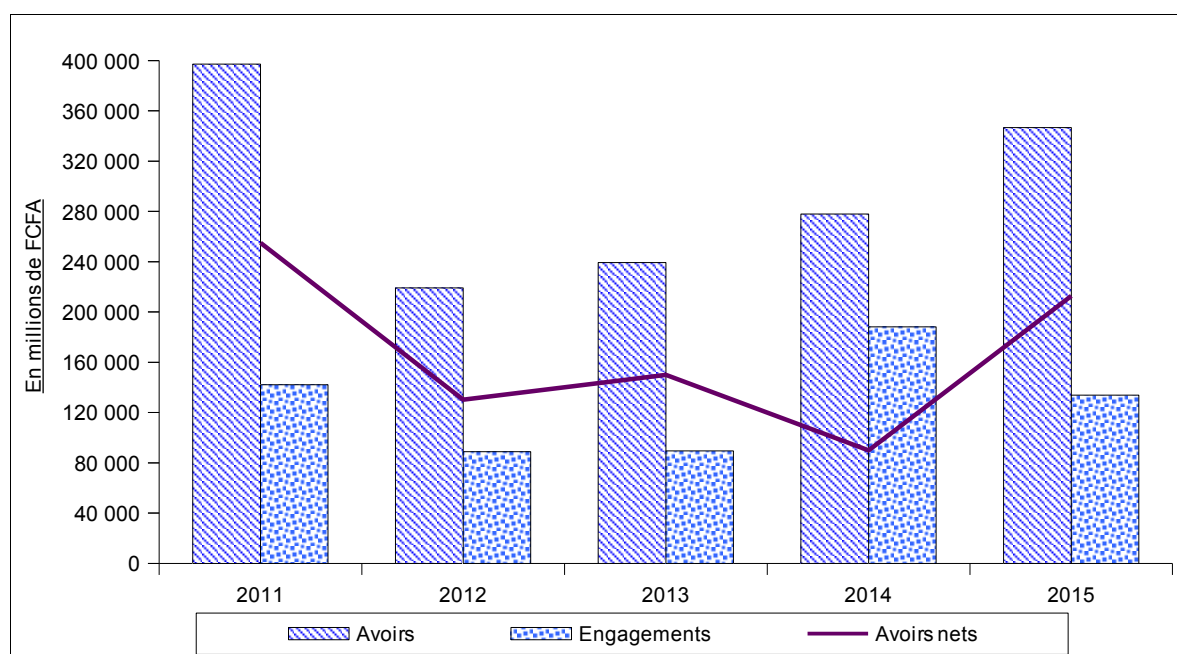
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2015, les transactions extérieures se sont soldées par une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 122.796 millions, en relation avec la progression de 122.998 millions des AEN de la Banque Centrale, atténuée par le repli de 202 millions de ceux des banques de dépôts. Les ajustements (notamment la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI), d'un niveau de -7.801 millions, ont porté l'augmentation des avoirs extérieurs nets globaux à 114.995 millions, correspondant au solde global de la balance des paiements en 2015.

IV.1- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

La position extérieure créditrice de la Banque Centrale s'est accrue en 2015 de 122.998 millions, en liaison avec une progression de 68.731 millions des avoirs, cumulée à un repli de 54.268 millions des engagements.

Graphique 13- Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale



Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs officiels ont augmenté de 68.731 millions, en passant de 277.988 millions en 2014 à 346.719 millions une année plus tard, en rapport principalement avec la hausse de 75.303 millions de la position créditrice en disponibilités extérieures.

Les engagements extérieurs ont plutôt enregistré un repli de 54.268 millions, en passant de 188.161 millions en 2014 à 133.893 millions en 2015, essentiellement sous l'effet de la diminution de 51.715 millions des dépôts des banques et institutions non-résidentes.

Globalement, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont chiffrés à 212.826 millions en 2015, contre 89.828 millions une année plus tôt, en progression de 122.998 millions.

Tableau 47- Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions)

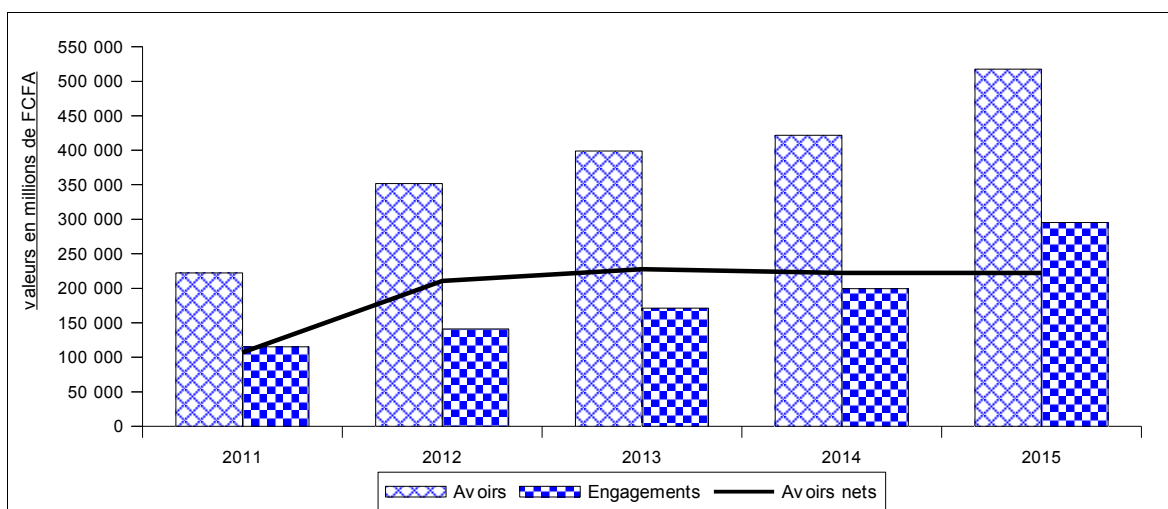
RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
AVOIRS	397 120	219 221	239 429	277 988	346 719	68 731
Position de réserve	4 929	0	-1 386	3 989	1 382	-2 607
DTS détenus	46 153	45 336	43 443	46 390	39 787	-6 603
Avoirs en monnaies étrangères	430	1 326	1 946	1 608	4 245	2 637
Position créditrice en disponibilités extérieures	345 608	172 559	195 426	226 002	301 305	75 303
ENGAGEMENTS	142 143	88 861	89 500	188 161	133 893	-54 268
Recours au crédit du FMI	74 136	72 843	68 955	67 349	62 150	-5 199
Banques et Institutions non-résidentes	67 561	16 053	20 609	120 320	68 606	-51 715
Autres engagements	446	-35	-65	492	3 137	2 646
AVOIRS NETS	254 977	130 360	149 929	89 828	212 826	122 998

Source : BCEAO

IV.2- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

En 2015, la position extérieure nette des banques s'est située à 222.108 millions, en régression de 202 millions par rapport aux 222.310 millions atteints en 2014. Cette évolution résulte d'une hausse de 96.129 millions des engagements extérieurs, atténuée par l'accroissement de 95.927 millions des avoirs extérieurs bruts.

Graphique 14- Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts



Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 517.612 millions en 2015, en hausse de 95.927 millions par rapport à l'encours de 421.685 millions de l'année précédente, en liaison notamment avec les augmentations du solde des autres comptes (+81.327 millions) et des avoirs auprès des banques et correspondants étrangers (+16.054 millions), atténuées par la diminution des encaisses des banques en monnaies étrangères (-1.454 millions).

La hausse de 96.129 millions des engagements extérieurs bruts, qui s'établissent à 295.504 millions en 2015, contre 199.375 millions un an plus tôt, est essentiellement imputable à l'augmentation des engagements des banques locales vis-à-vis de leurs correspondants étrangers (+58.038 millions), des engagements à moyen et long termes (+13.228 millions), des engagements à l'égard des autres institutions financières

(+11.193 millions), ainsi que des soldes des autres comptes (+14.173 millions) et des comptes exigibles après encaissement (+3.601 millions).

Tableau 48- Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
AVOIRS (sans effets à l'encaissement)	222 443	351 827	399 102	421 685	517 612	95 927
Banques et Correspondants	90 521	168 759	157 914	132 483	148 537	16 054
Monnaies étrangères	794	1 918	2 042	3 027	1 573	-1 454
Autres Comptes	131 128	181 150	239 146	286 175	367 502	81 327
<i>Effets à l'encaissement (PM)</i>	<i>4 054</i>	<i>5 146</i>	<i>3 499</i>	<i>532</i>	<i>0</i>	<i>-532</i>
ENGAGEMENTS (hors compte exigible après encaissement)	115 233	140 971	171 421	199 375	295 504	96 129
Banques et Correspondants	37 617	60 053	99 265	125 268	183 306	58 038
Autres Institutions Financières	22 056	30 848	30 044	23 540	34 733	11 193
Gouvernements et Institutions non Financières	4 536	4 451	3 754	3 212	2 709	-503
Autres Comptes	47 323	43 068	31 234	43 404	57 577	14 173
Engagements à moyen et long terme	3 701	2 551	7 124	3 951	17 179	13 228
<i>Comptes exigibles après encaissement (PM)</i>	<i>20 387</i>	<i>18 789</i>	<i>14 205</i>	<i>18 749</i>	<i>22 350</i>	<i>3 601</i>
AVOIRS NETS	107 210	210 856	227 681	222 310	222 108	-202

Source : BCEAO

IV.3- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

Les variations des positions créditrices de la Banque Centrale (+122.998 millions) et des banques de dépôts (-202 millions) ont conduit à une amélioration de 122.796 millions des avoirs extérieurs nets globaux en 2015.

En tenant compte de la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI pour -7.801 millions, la hausse des avoirs extérieurs nets totaux, correspondant au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2015, se situe à +114.995 millions.

Tableau 49- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Avoirs extérieurs nets des banques de dépôts	107 210	210 856	227 681	222 310	222 108	-202
<i>Variation des AEN du secteur bancaire (1)</i>	<i>17 672</i>	<i>103 646</i>	<i>16 825</i>	<i>-5 371</i>	<i>-202</i>	<i>5 169</i>
Avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	254 977	130 360	149 929	89 828	212 826	122 998
<i>Variation des AEN de la Banque Centrale (2)</i>	<i>8 025</i>	<i>-124 617</i>	<i>19 569</i>	<i>-60 102</i>	<i>122 998</i>	<i>183 100</i>
Avoirs extérieurs nets totaux	362 187	341 216	377 610	312 138	434 934	122 796
<i>Variation des AEN totaux (1)+ (2)</i>	<i>25 697</i>	<i>-20 971</i>	<i>36 394</i>	<i>-65 473</i>	<i>122 796</i>	<i>188 269</i>
<i>Contrepartie de réévaluation (3)</i>	<i>7 719</i>	<i>3 646</i>	<i>5 175</i>	<i>-11 017</i>	<i>-7 801</i>	<i>3 216</i>
SOLDE GLOBAL (1)+(2)+(3)	33 416	-17 325	41 570	-76 490	114 995	191 485

Source : BCEAO

IV.4- AVOIRS DE RÉSERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont dispose le pays et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et d'autres créances.

En 2015, les flux des avoirs de réserve ont augmenté de 30.808 millions en s'établissant à 66.159 millions, contre 35.351 millions en 2014, en liaison principalement avec la hausse des autres avoirs de réserve, notamment en monnaie fiduciaire et dépôts (+47.702 millions), atténuée par des replis de 9.080 millions et 7.814 millions respectivement des DTS et de la position de réserve au FMI.

S'agissant en particulier de la monnaie fiduciaire et des dépôts, le niveau de 77.940 millions enregistré en 2015 est lié à la variation de la position créditrice en disponibilités extérieures (des statistiques monétaires) qui s'est située à +75.303 millions, entre 2014 et 2015.

Tableau 50- Avoirs de réserve (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
Or monétaire	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	-37	-11	-8	-8	-9 088	-9 080
Position de réserve au FMI	3 322	-4 929	-1 446	5 121	-2 693	-7 814
Autres avoirs de réserve	40 239	-172 153	23 487	30 238	77 940	47 702
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	<i>40 239</i>	<i>-172 153</i>	<i>23 487</i>	<i>30 238</i>	<i>77 940</i>	<i>47 702</i>
<i>Titres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dérivés financiers</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres créances</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Avoirs de réserve	43 524	-177 094	22 034	35 351	66 159	30 808

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

V.1- ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des différentes catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2015, la PEG nette du Togo est ressortie créditrice de 309.232 millions, contre 389.439 millions en 2014¹⁰, en diminution de 80.207 millions (-20,6%), suite à une progression des engagements (+18,4%) plus prononcée que celle des avoirs (+12,4%).

Le stock des avoirs s'est établi à 2.805.056 millions en 2015, contre 2.496.558 millions en 2014, en augmentation de 308.497 millions (+12,4%), notamment du fait de :

- la progression de 17,9% des investissements directs à l'étranger, impulsée principalement par des prises de participation des groupes bancaires résidents vis-à-vis de ses filiales ;
- l'accroissement de 48,3% des investissements de portefeuille, en liaison essentiellement avec les souscriptions des entités résidentes aux obligations et bons de Trésor émis sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- la hausse de 47,7% des prêts ;
- l'augmentation de 24,7% des avoirs de réserve, en particulier la position créditrice en disponibilités extérieures.

S'agissant des engagements, leur encours a progressé de 18,4%, en passant de 2.107.119 millions en 2014 à 2.495.824 millions en 2015. Cette évolution est essentiellement induite par :

- l'augmentation de 27,3% des investissements directs dans l'économie ;
- la hausse de 62,0% des investissements de portefeuille ;
- la progression de 7,5% des autres investissements, en particulier les crédits commerciaux et les prêts ;

¹⁰ Les données ont été actualisées sur la base des informations recueillies lors de l'enquête sur l'élaboration de la balance des paiements 2015. Dans le rapport au titre de l'année 2014, la PEG nette était ressortie à 488.592 millions pour l'année 2014. L'écart entre ces chiffres est dû à des réévaluations.

Tableau 51- Position extérieure globale (en millions)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
AVOIRS	1 978 470	1 942 248	2 325 479	2 496 558	2 805 056	12,4%
Investissements directs à l'étranger	1 128 186	1 310 022	1 453 310	1 606 077	1 894 205	17,9%
Investissements de portefeuille	161 630	93 768	212 444	259 261	384 477	48,3%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	291 534	319 237	420 297	353 232	179 655	-49,1%
dont Crédits commerciaux	6 130	19 474	80 413	38 043	34 430	-9,5%
Prêts	81 746	91 808	132 831	92 530	136 682	47,7%
Monnaie fiduciaire et dépôts	203 366	204 119	196 448	205 357	197 316	-3,9%
Autres avoirs	291	3 836	10 605	17 301	-188 773	-1 191,1%
Avoirs de réserve	397 120	219 221	239 429	277 989	346 719	24,7%
ENGAGEMENTS	1 314 920	1 354 061	1 728 890	2 107 119	2 495 824	18,4%
Investissements directs dans l'économie	429 695	459 893	518 246	552 560	703 413	27,3%
Investissements de portefeuille	259	1 427	140 041	221 678	359 053	62,0%
Dérivés financiers	20	0	0	0	0	-
Autres investissements	884 946	892 741	1 070 602	1 332 881	1 433 358	7,5%
dont Crédits commerciaux	84 361	21 781	39 793	51 709	136 967	164,9%
Prêts	401 458	553 893	700 190	821 027	1 041 448	26,8%
dont dette publique extérieure	284 771	327 828	458 988	572 079	747 733	30,7%
Monnaie fiduciaire et dépôts	132 644	109 384	121 474	171 088	202 466	18,3%
Autres engagements	266 483	207 683	209 145	289 057	52 477	-81,8%
POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	663 550	588 187	596 590	389 439	309 232	-20,6%

Source : BCEAO

V.2- STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA a dégagé en 2015, un passif net de 475.037 millions. Les actifs financiers se sont établis à 415.784 millions, principalement sous l'effet des investissements directs et des investissements de portefeuille, en rapport avec les opérations d'émissions de titres publics dans la zone. Les avoirs de réserves se sont situés à -224.608 millions. Les passifs financiers sont évalués à 890.821 millions.

S'agissant de la Zone euro, la PEG a affiché un passif financier net de 212.292 millions. Les avoirs financiers sur la Zone euro se sont situés à 51.908 millions. Le passif financier brut envers les pays de la Zone euro est ressorti à 264.200 millions, en liaison essentiellement avec les investissements directs étrangers et les crédits commerciaux.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone euro, la PEG a enregistré un excédent de 996.561 millions. Le stock d'actifs s'est ainsi établi à 2.337.363 millions. Le passif financier s'est chiffré à 1.340.802 millions.

Tableau 52- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers		415 784	51 908	2 337 363	2 805 056
1	Investissements directs	238 796	44 710	1 610 699	1 894 205
2	Investissements de portefeuille	331 321	4 355	48 801	384 477
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	70 276	2 843	106 536	179 655
5	Avoirs de réserves	-224 608	0	571 327	346 719
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	39 787	39 787
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	1 382	1 382
5.4	Autres avoirs de réserve	-224 608	0	530 158	305 550
Stocks de passifs financiers		890 821	264 200	1 340 802	2 495 824
1	Investissements directs	137 933	146 430	419 050	703 413
2	Investissements de portefeuille	358 732	0	321	359 053
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	394 156	117 770	921 431	1 433 358
Position extérieure globale nette		-475 037	-212 292	996 561	309 232

Source : BCEAO

CONCLUSION

La situation économique au Togo en 2015 s'est traduite par un taux de croissance économique de 5,4%. Dans ce contexte, les évolutions, ci-après, ont été enregistrées au niveau des comptes extérieurs du Togo :

- une aggravation de 46.190 millions (+20,4%) du déficit du compte courant ;
- une amélioration de 1.854 millions (+1,2%) de l'excédent du compte de capital ;
- une amélioration de 235.317 millions du solde du compte financier.

Ainsi, la balance des paiements dégage en 2015 un solde excédentaire de 114.995 millions. Le solde des transactions courantes est ressorti déficitaire de 272.563 millions, atténué par un excédent de 159.393 millions du compte de capital. Il s'en dégage un besoin de financement de 113.171 millions, totalement couvert par les opérations financières qui se sont soldées par un passif net de 225.472 millions.

Le déficit courant représente 11,3% du PIB en 2015, contre 10,2% en 2014. Hors dons publics, il se chiffre à 13,1%, contre 12,1% en 2014, en liaison notamment avec la hausse du déficit commercial.

Il ressort de ce qui précède, un caractère structurel du déficit de compte courant du Togo.

Afin de résorber les déséquilibres extérieurs du Togo, les recommandations, ci-après, de mesures de politiques économiques sont formulées à l'endroit des Autorités nationales :

- la poursuite des programmes et projets d'aménagement et de réhabilitation des terres agricoles, pour accroître la production des cultures vivrières, en vue de limiter les importations des produits alimentaires, en particulier le riz ;
- l'amélioration de la production des cultures de rente, en particulier le café et le cacao, par : (i) des actions urgentes et volontaires de reboisement des zones de production, (ii) la poursuite de la mobilisation des producteurs, (iii) la mise en place de crédits spécifiques aux producteurs, et (iv) le renforcement de l'appui-conseil aux producteurs ;
- la poursuite du renouvellement des outils de production dans les industries manufacturières et extractives ;
- la poursuite de la promotion touristique au Togo, par l'amélioration de la capacité d'accueil dans les principales agglomérations, ainsi que la réhabilitation et l'extension des sites touristiques ;
- la poursuite des efforts de mobilisation suffisante des ressources extérieures (dons et emprunts).



APPENDICE

Concordance des statistiques monétaires et de Balance des Paiements

Il existe souvent une différence entre les mouvements de capitaux monétaires déterminés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets telle que présentée dans les publications de la BCEAO et du FMI. Cet écart provient du fait que certaines transactions sont éliminées ou au contraire recensées en balance des paiements alors qu'elles sont reprises ou omises en statistiques monétaires. C'est le cas notamment des valeurs à l'encaissement non disponibles ou exigibles après encaissement qui sont ignorées en balance des paiements mais prises en compte dans les statistiques monétaires. Le tableau ci-après fait la réconciliation entre les deux séries statistiques.

**Tableau 53- Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements
(en millions)**

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	Var 15/14
I. Avoirs et engagements des banques						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	226 497	356 973	402 601	422 217	517 612	95 395
Valeur à l'encaissement	4 054	5 146	3 499	532	0	-532
Enregistrement en balance des paiements	222 443	351 827	399 102	421 685	517 612	95 927
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	135 620	159 760	185 626	218 124	317 854	99 730
Comptes exigibles après encaissement	20 387	18 789	14 205	18 749	22 350	3 601
Enregistrement en balance des paiements	115 233	140 971	171 421	199 375	295 504	96 129
II. Avoirs et engagements de la BCEAO						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	397 120	219 221	239 429	277 988	346 719	68 731
Valeur à l'encaissement						
Enregistrement en balance des paiements	397 120	219 221	239 429	277 988	346 719	68 731
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	196 883	142 645	141 046	243 213	192 613	-50 600
Allocation de DTS	54 740	53 784	51 546	55 052	58 721	3 668
Enregistrement en balance des paiements	142 143	88 861	89 500	188 161	133 893	-54 268
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)	291 114	273 789	315 358	238 868	353 863	114 995
Banques	90 877	197 213	216 975	204 093	199 758	-4 335
BCEAO	200 237	76 576	98 383	34 775	154 105	119 330
Avoirs extérieurs nets totaux ajustés	362 187	341 216	377 610	312 138	434 934	122 796
Banques	107 210	210 856	227 681	222 310	222 108	-202
BCEAO	254 977	130 360	149 929	89 828	212 826	122 998
<i>Contrepartie de réévaluation</i>						-7801
Solde global de la balance des paiements						114 995

Source : BCEAO

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements	76
Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale.....	80
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)	86
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	93
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	94
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	95
Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée	97
Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	103
Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises	105
Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires.....	107

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements

1. Généralités

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2015 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficiente des objectifs de sa mission.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, ETI, Commission de l'UEMOA, etc.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1. Compte des opérations courantes

- **Biens**

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

- **Services**

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

- **Revenu primaire**

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

- **Revenu secondaire**

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

6.2. Compte de capital

Dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;

-
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
 - les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

6.4. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

Avertissement :

En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5^{ème} à la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.

Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A. Balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A.1. Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;

- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A.2. Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;

-
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A.3. Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ».

En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A.4. Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A.5. Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B- Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité.

A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA) - 2015

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 365 360	1 637 923	-272 563
1.A	Biens et services	886 042	1 429 019	-542 977
1.A.a	Biens	597 686	1 208 487	-610 801
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	581 993	1 195 131	-613 138
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	106 208	0	106 208
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	15 694	13 356	2 337
1.A.b	Services	288 356	220 532	67 824
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	119	0	119
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	119	0	119
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	3 432	-3 432
1.A.b.3	Transport	120 493	157 161	-36 668
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	120 493	156 741	-36 248
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	57 709	9 421	48 287
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	15 024	142 677	-127 653
1.A.b.3.0.3	Autres	47 760	4 643	43 117
1.A.b.3.1	Transports maritimes	42 685	142 574	-99 889
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	142 574	-142 574
1.A.b.3.1.3	Autres	42 685	0	42 685
1.A.b.3.2	Transports aériens	73 300	9 448	63 853
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	55 964	9 345	46 619
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	12 261	103	12 158
1.A.b.3.2.3	Autres	5 075	0	5 075
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	4 507	4 720	-212
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	1 745	77	1 669
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 762	0	2 762
1.A.b.3.3.3	Autres	0	4 643	-4 643
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	420	-420
1.A.b.4	Voyages	67 193	22 072	45 120
1.A.b.4.1	à titre professionnel	32 924	5 936	26 988
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	Autres	32 924	5 936	26 988
1.A.b.4.2	à titre personnel	34 268	16 136	18 132
1.A.b.4.2.1	Santé	152	0	152
1.A.b.4.2.2	éducation	508	1 487	-979
1.A.b.4.2.3	Autres	33 608	14 649	18 959
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	10 061	2 306	7 755
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	8 939	0	8 939
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	1 122	2 306	-1 184
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 122	2 306	-1 184
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 122	2 306	-1 184
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	1 286	23 184	-21 898
1.A.b.6.1	Assurance directe	0	23 016	-23 016
1.A.b.6.2	Réassurance	899	0	899
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	387	168	219
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	Services financiers	1 135	765	370
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	1 135	765	370
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	68	-68
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	10 830	5 849	4 981
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	10 817	2 526	8 290
1.A.b.9.2	Services d'informatique	6	2 707	-2 701
1.A.b.9.3	Services d'information	7	616	-609
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	59 649	5 418	54 231
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	3 046	-3 046
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	32 965	1 941	31 024
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	26 684	431	26 253
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	26 530	278	26 253
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	212 915	129 766	83 149
1.B.1	Rémunération des salariés	27 864	12 734	15 130
1.B.2	Revenus des investissements	177 918	115 685	62 234
1.B.2.1	Investissements directs	116 788	71 680	45 109

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	100 623	43 890	56 734
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	100 623	2 439	98 185
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	2	1 169	-1 167
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	137	-137
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs	100 621	1 133	99 488
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	0	41 451	-41 451
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	16 165	27 790	-11 625
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	577	18 870	-18 293
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	255	-255
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises sœurs	15 588	8 665	6 923
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	29 523	20 807	8 716
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	40	22	18
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	40	22	18
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	Intérêts	29 483	20 785	8 698
1.B.2.2.2.1	à court terme	17 493	10 027	7 466
1.B.2.2.2.2	à long terme	11 990	10 758	1 232
1.B.2.3	Autres investissements	31 607	23 198	8 409
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	31 607	23 198	8 409
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	7 133	1 347	5 786
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	7 133	0	7 133
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	1 347	-1 347
1.C	Revenu secondaire	266 402	79 138	187 264
1.C.1	Administrations publiques	45 616	976	44 640
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	45 616	976	44 640
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	220 786	78 162	142 624
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	187 185	40 139	147 046
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	187 185	40 139	147 046
1.C.2.2	Autres transferts courants	33 601	38 023	-4 422
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	79	0	79
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	472	2 103	-1 631
1.C.2.0.3	Prestations sociales	152	298	-146
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 564	3 073	-1 509
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	166	137	28
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0	42	-42
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	31 168	32 370	-1 201
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	169 144	9 752	159 393
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
2.2	Transferts de capital	169 144	9 752	159 393
2.2.1	Administration publique	62 447	0	62 447
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	62 447	0	62 447
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	106 697	9 752	96 946
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	106 697	9 752	96 946
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 534 504	1 647 675	-113 171
3	Compte financier	212 010	322 487	-110 477

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	212 010	322 487	-110 477
3.1	Investissement direct	206 128	152 450	53 678
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	166 048	52 046	114 002
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	166 048	10 595	155 453
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	29 378	10 595	18 783
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	-2 015	0	-2 015
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	138 685	0	138 685
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	0	41 451	-41 451
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	40 080	100 404	-60 324
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-210	9 685	-9 895
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	5 000	90 505	-85 505
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	35 290	214	35 076
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises sœurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	125 216	137 404	-12 188
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	72	-90	162
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	77	0	77
3.2.1.4	Autres secteurs	-5	-90	85
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	-5	0	-5
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-90	90
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	125 144	137 494	-12 351
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	62 476	-818	63 294
3.2.2.2.1	à court terme	88	-7 000	7 088
3.2.2.2.2	à long terme	62 388	6 182	56 206
3.2.2.3	Administrations publiques	0	105 208	-105 208
3.2.2.3.1	à court terme	0	69 945	-69 945
3.2.2.3.2	à long terme	0	35 263	-35 263
3.2.2.4	Autres secteurs	62 668	33 104	29 564
3.2.2.4.0.1	à court terme	42 606	0	42 606
3.2.2.4.0.2	à long terme	20 062	33 104	-13 042
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	56 423	0	56 423
3.2.2.4.1.1	à court terme	36 065	0	36 065
3.2.2.4.1.2	à long terme	20 358	0	20 358
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 245	33 104	-26 859
3.2.2.4.2.1	à court terme	6 541	0	6 541
3.2.2.4.2.2	à long terme	-296	33 104	-33 400
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	-185 493	32 633	-218 126
3.4.1	Autres titres de participation	0	4	-4
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	-7 059	31 615	-38 674
3.4.2.1	Banque centrale	0	-696	696
3.4.2.1.1	à court terme	0	-696	696
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	750	32 311	-31 561
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	750	32 311	-31 561
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	-7 809	0	-7 809

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.4.0.1	à court terme	-7 910	0	-7 910
3.4.2.4.0.2	à long terme	101	0	101
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	-3 723	0	-3 723
3.4.2.4.1.1	à court terme	-3 824	0	-3 824
3.4.2.4.1.2	à long terme	101	0	101
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-4 086	0	-4 086
3.4.2.4.2.1	à court terme	-4 086	0	-4 086
3.4.2.4.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.3	Prêts	44 152	163 977	-119 825
3.4.3.1	Banque centrale	0	-9 082	9 082
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-9 082	9 082
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	44 152	54 386	-10 234
3.4.3.2.1	à court terme	52 497	355	52 142
3.4.3.2.2	à long terme	-8 345	54 031	-62 376
3.4.3.3	Administrations publiques	0	120 379	-120 379
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	120 379	-120 379
3.4.3.4	Autres secteurs	0	-1 707	1 707
3.4.3.4.0.1	à court terme	0	-54	54
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	-1 653	1 653
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	-31	31
3.4.3.4.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	-31	31
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-1 676	1 676
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	-54	54
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	-1 622	1 622
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	549	0	549
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	549	0	549
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	549	0	549
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	-13 434	85 796	-99 230

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	-13 434	85 796	-99 230
3.4.5.4.0.1	à court terme	-13 434	43 474	-56 908
3.4.5.4.0.2	à long terme	0	42 323	-42 323
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	38	-38
3.4.5.4.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	38	-38
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-13 434	85 758	-99 192
3.4.5.4.2.1	à court terme	-13 434	43 474	-56 908
3.4.5.4.2.2	à long terme	0	42 285	-42 285
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	-209 701	-248 759	39 058
3.4.6.1	Banque centrale	0	-43 394	43 394
3.4.6.1.1	à court terme	0	-43 394	43 394
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-209 597	-183 763	-25 834
3.4.6.2.1	à court terme	-209 597	-183 763	-25 834
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	-104	-21 602	21 498
3.4.6.4.0.1	à court terme	113	2 734	-2 621
3.4.6.4.0.2	à long terme	-217	-24 336	24 119
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	55	-22 694	22 749
3.4.6.4.1.1	à court terme	55	2 506	-2 451
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	-25 200	25 200
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-159	1 092	-1 251
3.4.6.4.2.1	à court terme	58	228	-170
3.4.6.4.2.2	à long terme	-217	864	-1 081
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	-0	0
3.5	Avoirs de réserve	66 159	0	66 159
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	-9 088	0	-9 088
3.5.3	Position de réserve au FMI	-2 693	0	-2 693

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.5.4	Autres avoirs de réserve	77 940	0	77 940
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	77 940	0	77 940
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	2 637	0	2 637
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	75 303	0	75 303
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	-1 322 494	-1 325 188	2 694

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA) – 2015

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 365 360	1 637 923	-272 563
1.A	Biens et services	886 043	1 429 019	-542 977
1.A.a	Biens	597 687	1 208 487	-610 800
1.A.a.1	Marchandises générales	581 993	1 195 131	-613 138
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	106 208	0	106 208
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	15 694	13 356	2 338
1.A.b	Services	288 356	220 532	67 824
1.A.b.3	Transport	120 493	157 162	-36 669
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	15 023	142 677	-127 654
1.A.b.4	Voyage	67 193	22 072	45 120
1.A.b.0	Autres services	100 552	37 867	62 685
1.B	Revenus primaires	212 915	129 766	83 149
1.B.1	Revenus des salariés	27 864	12 734	15 130
1.B.2	Revenus des investissements	177 918	115 685	62 234
1.B.3	Autres revenus primaires	7 133	1 347	5 786
1.C	Revenus secondaires	266 402	79 138	187 264
1.C.1	Administrations publiques	45 617	976	44 641
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	0	0	0
1.C.2	Autres secteurs	220 786	78 162	142 624
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	187 185	40 139	147 046
2	Compte de capital	169 144	9 752	159 392
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	169 144	9 752	159 392
2.2.1	Administrations publiques	62 447	0	62 447
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	62 447	0	62 447
3	Compte financier	212 010	322 487	-110 477
3.1	Investissements directs	206 128	152 450	53 678
3.2	Investissements de portefeuille	125 216	137 404	-12 189
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-185 493	32 633	-218 126
3.5	Avoirs de réserves	66 159	0	66 159
6	Erreurs et omissions nettes	-1 322 495	-1 325 188	2 694

Source : BCEAO

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA) - 2015

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 365 360	1 637 923	-272 563
1.A	Biens et services	886 042	1 429 019	-542 977
1.A.a	Biens	597 686	1 208 487	-610 801
1.A.a.1	Marchandises générales	581 993	1 195 131	-613 138
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	106 208	0	106 208
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	15 694	13 356	2 337
1.A.b	Services	288 356	220 532	67 824
1.A.b.3	Transport	120 493	157 161	-36 668
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	15 024	142 677	-127 653
1.A.b.4	Voyage	67 193	22 072	45 120
1.A.b.0	Autres services	100 671	41 299	59 372
1.B	Revenus primaires	212 915	129 766	83 149
1.B.1	Revenus des salariés	27 864	12 734	15 130
1.B.2	Revenus des investissements	177 918	115 685	62 234
1.B.3	Autres revenus primaires	266 402	79 138	187 264
1.C	Revenus secondaires	45 616	976	44 640
1.C.1	Administrations publiques	45 616	976	44 640
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	220 786	78 162	142 624
1.C.2	Autres secteurs	187 185	40 139	147 046
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	187 185	40 139	147 046
2	Compte de capital	169 144	9 752	159 393
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	169 144	9 752	159 393
2.2.1	Administrations publiques	62 447	0	62 447
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	62 447	0	62 447
3	Compte financier	248 070	473 542	-225 472
3.1	Investissements directs	206 128	152 450	53 678
3.2	Investissements de portefeuille	62 740	138 222	-75 482
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-20 798	182 870	-203 668
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	120 379	-120 379
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	-20 798	62 487	-83 285
6	Erreurs et omissions nettes	-1 322 494	-1 325 188	2 694
7	Solde global	-36 060	-151 055	114 995
8	Avoirs et engagements extérieurs	36 060	151 055	-114 995
8.1	Banque centrale	-66 159	53 171	-119 330
8.2	Autres institutions de dépôts	102 219	97 884	4 335

Source : BCEAO

Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Compte des transactions courantes	-142 366	-150 164	-280 741	-226 373	-272 563
Biens et services	-380 225	-276 858	-422 815	-407 328	-542 977
Biens	-396 841	-284 859	-430 047	-438 394	-610 801
Marchandises générales, base balance des paiements	-399 346	-288 192	-434 383	-441 479	-613 138
<i>Dont : Réexportations</i>	<i>138 954</i>	<i>191 728</i>	<i>232 996</i>	<i>126 929</i>	<i>106 208</i>
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	154	647	1 136	0	0
Or non monétaire	2 351	2 686	3 200	3 085	2 337
Services	16 617	8 000	7 232	31 067	67 824
Transport	-20 875	-49 716	-54 959	-37 450	-36 668
<i>Dont fret</i>	<i>-89 354</i>	<i>-127 611</i>	<i>-140 840</i>	<i>-118 632</i>	<i>-127 653</i>
Voyages	19 012	39 668	39 636	41 659	45 120
Autres services	18 480	18 048	22 555	26 858	59 372
Revenus primaires	110 202	3 051	12 474	22 791	83 149
Rémunération des salariés	9 702	11 166	11 080	13 737	15 130
Revenus des investissements	92 274	-11 415	-1 887	3 182	62 234
Autres revenus primaires	8 225	3 300	3 281	5 873	5 786
Revenus secondaires	127 657	123 643	129 600	158 163	187 264
Administrations publiques	41 088	42 640	42 535	41 868	44 640
<i>Coopération internationale courante</i>	<i>41 088</i>	<i>42 640</i>	<i>42 535</i>	<i>41 868</i>	<i>44 640</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	86 569	81 003	87 065	116 296	142 624
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	61 973	86 601	97 325	121 487	147 046
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	<i>61 973</i>	<i>86 601</i>	<i>97 325</i>	<i>121 487</i>	<i>147 046</i>
Autres transferts courants	24 596	-5 598	-10 260	-5 191	-4 422
Compte de capital	130 461	146 151	155 608	157 538	159 393
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-291	-1 340	-1 275	0	0
Transferts de capital	130 752	147 491	156 883	157 538	159 393
Administration publique	48 148	63 066	62 786	61 619	62 447
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>48 148</i>	<i>63 066</i>	<i>62 786</i>	<i>61 619</i>	<i>62 447</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	82 604	84 425	94 098	95 919	96 946
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>82 604</i>	<i>84 425</i>	<i>94 098</i>	<i>95 919</i>	<i>96 946</i>
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-11 905	-4 014	-125 133	-68 835	-113 171
Compte financier	-47 263	16 207	-164 210	9 845	-225 472
Investissement direct	252 994	152 552	-100 893	150 571	53 678
Investissements de portefeuille	17 165	-115	39 252	68 358	-75 482
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0
Autres investissements	-317 422	-136 230	-102 569	-209 084	-203 668

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Erreurs et omissions nettes	-1 942	2 895	2 492	2 190	2 694
Solde global	33 416	-17 325	41 570	-76 490	114 995
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-33 416	17 325	-41 570	76 490	-114 995
Banque centrale	-8 547	123 661	-21 808	63 608	-119 330
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-24 869	-106 336	-19 762	12 882	4 335

Source : BCEAO

Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée

(en millions de FCFA) - 2015

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	2 496 558	96 488	2 805 056	212 010	2 107 119	67 815	2 495 824	320 890
. - - Investissement direct	1 606 077	82 000	1 894 205	206 128	552 560	0	703 413	150 853
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 431 588	30 000	1 627 636	166 048	125 318	0	175 767	50 450
. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1 418 019	30 000	1 614 067	166 048	103 929	0	114 524	10 595
. - - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	52 011	0	81 389	29 378	95 133	0	105 728	10 595
. - - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	2 065	0	50	-2 015	5	0	5	0
. - - - - - - - - Entre entreprises soeurs	1 363 943	30 000	1 532 628	138 685	8 791	0	8 791	0
. - - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Instruments de dette	174 490	52 000	266 570	40 080	427 243	0	527 646	100 404
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	10 906	0	10 696	-210	288	0	9 973	9 685
. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	5 000	5 000	405 873	0	496 378	90 505
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	163 584	52 000	250 874	35 290	21 082	0	21 295	214
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance :	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Investissements de portefeuille	259 261	0	384 477	125 216	221 678	-29	359 053	137 404
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	429	0	501	72	95	0	5	-90
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts	394	0	471	77	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
autres que la banque centrale								
. - - - - - Autres secteurs	35	0	30	-5	95	0	5	-90
. - - - - - - - Autres sociétés financières	35	0	30	-5	0	0	0	0
. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	95	0	5	-90
. - - - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance	258 832	0	383 976	125 144	221 583	-29	359 048	137 494
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	117 748	0	180 224	62 476	39 673	-29	38 826	-818
. - - - - - - À court terme	110 014	0	110 102	88	19 500	0	12 500	-7 000
. - - - - - - À long terme	7 734	0	70 122	62 388	20 173	-29	26 326	6 182
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	105 208	105 208
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	69 945	69 945
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	35 263	35 263
. - - - - - Autres secteurs	141 084	0	203 752	62 668	181 910	0	215 014	33 104
. - - - - - - À court terme	131 760	0	174 366	42 606	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	9 324	0	29 386	20 062	181 910	0	215 014	33 104
. - - - - - - - Autres sociétés financières	132 719	0	189 142	56 423	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	131 760	0	167 825	36 065	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	959	0	21 317	20 358	0	0	0	0
. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 365	0	14 610	6 245	181 910	0	215 014	33 104
. - - - - - - - À court terme	0	0	6 541	6 541	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	8 365	0	8 069	-296	181 910	0	215 014	33 104
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Options	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Contrats à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Autres investissements	353 232	11 916	179 655	-185 493	1 332 881	67 844	1 433 358	32 633
. - - - - Autres titres de participation	0	0	0	0	32	0	36	4
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	205 357	-983	197 316	-7 059	171 088	-237	202 466	31 615
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	8 642	0	7 946	-696
. - - - - À court terme	0	0	0	0	8 642	0	7 946	-696
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	158 060	0	158 810	750	162 446	-237	194 520	32 311
. - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	158 060	0	158 810	750	153 725	5 384	191 420	32 311
. - - - - À long terme	0	0	0	0	8 721	-5 621	3 100	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	47 297	-983	38 506	-7 809	0	0	0	0
. - - - - À court terme	47 297	-983	38 405	-7 910	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	101	101	0	0	0	0
. - - - - Autres sociétés financières	20 282	0	16 559	-3 723	0	0	0	0
. - - - - À court terme	20 282	0	16 458	-3 824	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	101	101	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	27 015	-983	21 947	-4 086	0	0	52	52
. - - - - À court terme	27 015	-983	21 947	-4 086	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Prêts	92 530	0	136 682	44 152	821 027	56 445	1 041 448	163 977
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	67 349	3 883	62 150	-9 082
. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	67 349	3 883	62 150	-9 082
. - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	92 530	0	136 682	44 152	41 514	0	95 900	54 386
. - - - - À court terme	28 366	0	80 863	52 497	63	0	418	355
. - - - - À long terme	64 164	0	55 819	-8 345	41 451	0	95 482	54 031
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	572 079	55 275	747 733	120 379
. - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres à long terme	0	0	0	0	572 079	55 275	747 733	120 379
. - - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	140 085	-2 713	135 666	-1 707
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	3 555	-2 713	788	-54
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	136 530	0	134 878	-1 653
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	2 595	0	2 564	-31
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	2 595	0	2 564	-31
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	137 491	-2 713	133 102	-1 676
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	3 555	-2 713	788	-54
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	133 936	0	132 314	-1 622
. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	549	549	0	0	0	0
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	0	0	549	549	0	0	0	0
. - - - - Autres sociétés financières	0	0	549	549	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à pension	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	38 043	9 821	34 430	-13 434	51 709	-538	136 967	85 796
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	38 043	9 821	34 430	-13 434	51 709	-538	136 967	85 796
. - - - - À court terme	38 025	9 821	34 412	-13 434	38 524	-538	81 459	43 474

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	19	0	19	0	13 185	0	55 508	42 323
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	38	38
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	38	38
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38 043	9 821	34 430	-13 434	51 709	-538	136 929	85 758
. - - - - - À court terme	38 025	9 821	34 412	-13 434	38 524	-538	81 459	43 474
. - - - - - À long terme	19	0	19	0	13 185	0	55 470	42 285
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	17 301	3 078	-189 322	-209 701	233 973	8 506	-6 280	-248 759
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	112 170	0	68 776	-43 394
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	112 170	0	68 776	-43 394
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	261	0	-209 336	-209 597	0	0	-183 763	-183 763
. - - - - - À court terme	261	0	-209 336	-209 597	0	0	-183 763	-183 763
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	17 040	3 078	20 014	-104	121 803	8 506	108 707	-21 602
. - - - - - À court terme	16 126	3 078	19 317	113	10 593	8 506	21 833	2 734
. - - - - - À long terme	914	0	697	-217	111 210	0	86 874	-24 336
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	55	55	113 608	0	90 914	-22 694
. - - - - - À court terme	0	0	55	55	6 408	0	8 914	2 506
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	107 200	0	82 000	-25 200
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	17 040	3 078	19 959	-159	8 195	8 506	17 793	1 092
. - - - - - À court terme	16 126	3 078	19 262	58	4 185	8 506	12 919	228
. - - - - - À long terme	914	0	697	-217	4 010	0	4 874	864
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	55 052	3 668	58 721	0
. - - - - - Avoirs de réserve	277 989	2 572	346 719	66 159	0	0	0	0
. - - - - - Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	46 390	2 486	39 787	-9 088	0	0	0	0
. - - - - - Position de réserve au FMI	3 989	86	1 382	-2 693	0	0	0	0
. - - - - - Autres avoirs de réserve	227 610	0	305 550	77 940	0	0	0	0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	227 610	0	305 550	77 940	0	0	0	0
. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 608	0	4 245	2 637	0	0	0	0
. - - - - - Créances sur d'autres entités	226 002	0	301 305	75 303	0	0	0	0
. - - - - - Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO

Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	39 828	124 589	74 662	33 479	48 037
UNION EUROPEENNE	26 482	110 787	72 598	31 254	46 425
ZONE EURO	21 942	57 644	64 540	28 922	44 299
Allemagne	1 749	4 543	3 527	1 803	1 917
Belgique	2 209	10 870	2 650	3 107	12 578
Espagne	155	2 549	4 067	960	2 214
France	14 058	34 243	45 811	12 944	15 753
Irlande	12	22	37	12	24
Italie	1 589	2 269	2 249	611	2 676
Pays-Bas	1 692	2 940	3 697	8 900	6 861
Autres pays de la zone Euro	478	206	2 501	585	2 276
AUTRES PAYS DE L'UE	4 540	53 142	8 059	2 332	2 126
Danemark	275	11 296	183	0	167
Pologne	2 930	41 545	212	1 577	12
Royaume-Uni	1 314	301	986	755	1 945
Autres	21	1	6 678	0	2
AUTRES PAYS D'EUROPE	13 346	13 802	2 064	2 225	1 612
Norvège	1 191	19	231	0	0
Russie	0	0	10	3	0
Suisse	12 155	13 782	1 784	873	1 576
Ukraine	0	0	35	47	32
Autres	0	1	4	1 302	4
AFRIQUE	292 251	368 015	427 693	262 027	300 029
UEMOA	169 669	218 201	234 591	148 872	204 309
Bénin	47 785	56 447	59 321	41 758	59 069
Burkina	46 590	77 354	94 346	38 421	64 334
Côte d'Ivoire	24 242	18 048	10 588	13 538	15 814
Guinée-Bissau	102	1	24	-	1 277
Mali	12 004	14 458	11 984	15 435	21 664
Niger	35 414	47 842	53 352	37 513	38 856
Sénégal	3 532	4 050	4 976	2 208	3 294
CEDEAO (hors UEMOA)	86 285	90 160	137 809	82 407	59 914
Ghana	48 951	40 926	78 137	35 781	32 264
Guinée	799	916	840	457	1 300
Nigeria	35 719	47 591	58 426	44 748	25 248
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	816	728	406	1 422	1 101
CEMAC	31 189	53 360	45 389	27 479	24 220
Cameroun	2 492	1 913	2 030	4 869	3 459
Congo (Brazzaville)	1 349	2 561	1 633	1 450	2 043
Gabon	22 132	45 015	39 993	19 354	17 528
Guinée Equatoriale	2 498	1 453	854	557	444
République Centrafricaine	249	388	214	776	335
Tchad	2 469	2 030	665	473	411
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	5 108	6 293	9 903	3 268	11 586
Afrique du Sud	24	457	87	215	382
Angola	1 104	1 016	2 350	400	127
Maroc	1 567	1 292	1 914	571	7 991
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	1 027	723	1 567	1 695	570
Tunisie	507	7	39	97	308

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Autres	879	2 799	3 946	290	2 209
AMERIQUE	3 484	1 455	16 375	1 783	16 692
Antilles Néerlandaises	-	-	1 989	-	-
Brésil	2 362	-	2	-	-
Canada	208	227	353	85	9 224
Cuba	-	-	11 554	-	-
USA	354	1 162	2 441	1 662	3 038
Autres pays d'Amérique	560	66	36	37	4 430
ASIE	41 034	41 034	43 136	39 048	87 821
Chine	2 893	8 794	8 087	7 112	4 527
Inde	12 606	6 663	16 096	10 004	38 870
Indonésie	3 652	6 614	6 429	5 405	9 545
Liban	3 336	3 424	5 252	133	252
Malaisie	2 279	4 486	1 151	2 510	9 907
Pakistan	1 699	8	703	666	321
Taiïwan	3 744	2 858	648	882	57
Vietnam	8 468	4 673	4 442	5 621	7 527
Autres pays d'Asie	2 358	3 514	328	6 717	16 815
OCEANIE	-	-	3 062	0	642
TOTAL	376 596	517 117	564 928	336 336	453 222

Source : BCEAO

Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	372 549	314 522	384 154	382 904	365 549
UNION EUROPÉENNE	270 746	292 947	321 951	328 534	334 268
ZONE EURO	240 568	236 407	298 521	297 991	292 157
Allemagne	23 463	15 127	24 225	32 987	37 646
Belgique	34 223	56 842	38 911	44 217	38 969
Espagne	19 744	22 678	43 572	40 771	39 481
France	76 696	80 166	75 916	79 510	95 915
Italie	10 989	13 656	14 971	16 429	15 206
Pays-Bas	47 018	29 111	72 806	41 660	20 721
Autres pays de la zone Euro	28 437	18 828	28 121	42 416	44 219
AUTRES PAYS DE L'UE	30 178	56 540	23 430	30 543	42 111
Danemark	7 286	5 087	1 474	1 165	2 986
Lettonie	5 359	26 891	2 575	15 171	17 633
Royaume-Uni	12 010	14 442	5 263	5 638	9 012
Suède	2 482	2 055	5 028	689	4 569
Autres	3 041	8 066	9 091	7 880	7 909
AUTRES PAYS D'EUROPE	101 802	21 575	62 203	54 370	31 281
Islande	11 185	0	1	61	569
Norvège	64 469	912	4 221	370	325
Russie	12 470	11 205	29 165	35 939	23 904
Suisse	1 631	1 748	2 966	3 068	3 513
Ukraine	11 418	7 274	6 095	1 607	2 610
Autres	630	436	2 091	878	360
AFRIQUE	114 834	125 082	133 018	109 149	181 360
UEMOA	40 130	39 311	45 298	39 924	47 889
Bénin	3 765	3 366	5 342	6 775	4 876
Burkina	668	795	384	579	3 020
Côte d'Ivoire	26 154	25 694	25 273	20 085	23 670
Guinée-Bissau	4 254	2 830	7 429	6 774	8 242
Mali	50	45	499	54	545
Niger	79	40	588	68	56
Sénégal	5 161	6 542	5 782	5 590	7 480
CEDEAO (hors UEMOA)	29 963	46 773	55 204	37 417	42 397
Ghana	19 843	36 488	46 775	31 095	34 528
Nigeria	9 193	8 533	7 948	6 317	7 840
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	927	1 752	481	4	29
CEMAC	550	1 023	4 536	290	839
Cameroun	544	1 005	4 247	274	781
Congo (Brazzaville)	1	0	283	0	2
Autres CEMAC	5	19	6	15	57
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	44 191	37 975	27 980	31 519	90 235
Afrique du Sud	20 636	17 792	9 436	15 204	50 339
Egypte	2 846	3 270	3 982	3 206	3 514
Maroc	5 525	8 357	10 275	9 006	23 172
Mauritanie	6 304	5 465	321	1 723	5 982
Mozambique	2 832	1 256	2	0	0
Seychelles	0	0	54	0	0
Tunisie	1 396	1 530	1 394	1 595	2 217
Autres	4 652	305	2 515	786	5 012

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
AMERIQUE	44 766	93 963	110 545	49 261	52 410
Antilles Néerlandaises	-	-	10 079	3 870	1 606
Brésil	19 524	12 352	12 725	9 973	12 990
Canada	6 019	8 860	12 885	5 543	7 430
Cuba	-	-	21 576	-	0
Mexique	14	1 608	187	829	2 247
USA	14 538	68 726	49 898	25 951	25 279
Autres pays d'Amérique	4 685	2 417	3 196	3 095	2 858
ASIE	298 296	303 018	337 846	317 188	426 627
Arabie Saoudite	8 987	8 295	14 135	19 309	25 061
Chine	137 656	117 002	154 706	151 984	205 805
Corée du sud	10 453	18 314	11 390	11 914	11 637
Emirats arabes unis	16 620	6 482	7 686	8 102	14 945
Inde	22 498	27 076	27 640	27 766	39 378
Japon	21 295	25 821	34 828	33 302	41 780
Liban	2 741	1 804	3 498	3 535	2 456
Malaisie	9 006	11 379	31 887	7 842	10 049
Thaïlande	22 427	24 187	18 815	18 839	17 248
Autres pays d'Asie	36 621	62 658	33 262	34 596	58 268
OCEANIE	-	-	538	637	88
TOTAL	830 445	836 584	966 101	859 139	1 026 033

Source : BCEAO

Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

A – Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	122 444,6
	Burkina	5 132,5		14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	93 092,3
	Côte d'Ivoire	40 914,8	316 216,6		459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	913 015,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 770,3	0,0	3 770,3
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3		10 905,0	92 067,8	10 071,8	256 978,9
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6		787,6	3 425,2	75 193,8
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4		18 180,8	461 614,1
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6		309 985,8
	UEMOA	201 579,0	496 100,1	225 286,0	50 031,3	654 444,0	209 610,2	185 162,5	213 882,4	2 236 095,4

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

B – Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	24 927,9
	Burkina	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	54 771,6
	Côte d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	122 680,1
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	9 818,6
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	28 842,1
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	27 752,6
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	46 791,4
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		21 916,5
	UEMOA	18 571,5	23 709,4	41 950,9	4 639,3	132 082,0	20 861,1	65 081,0	30 515,2	337 410,4

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

C - Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 289,4	1 816,1	103,0	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	19 891,7
	Burkina	14 297,5		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	34 761,6
	Côte d'Ivoire	13 837,4	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	48 894,3
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	3 573,0
	Mali	3 313,1	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	31 060,1
	Niger	3 585,9	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5		4 199,3	5 101,0	17 986,0
	Sénégal	2 043,3	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	16 798,4
	Togo	22 361,3	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		33 590,1
	UEMOA	59 553,7	38 824,4	17 952,6	2 338,4	14 439,6	13 297,6	27 791,9	32 357,0	206 555,2

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int